

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

SOUS LA DIRECTION DE

Anne DULPHY*

AVEC

Julian FERNANDEZ**, Aurélien BARBE, Antoine DUBREUIL, Grégoire GAYARD,
Floriane PALAU-LEGUAY, Keyvan PIRAM, Manon-Nour TANNOUS***

* Maître de conférences à l'École polytechnique (France) et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France) ; chercheur rattachée au Centre d'histoire de la Fondation nationale des Sciences politiques (France).

** Chercheur associé au Centre Thucydide – Analyse et recherches en relations internationales de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

*** Doctorants rattachés au Centre Thucydide – Analyse et recherches en relations internationales de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

SOMMAIRE

Prix Albert Thibaudet

Notes de lecture

Chronique des ouvrages 2009

2009, année de commémorations

L'Iran, trente ans après la Révolution islamique, entre ambitions hégémoniques et aspirations démocratiques

Le soixantième anniversaire de la République populaire de Chine et l'émergence d'une puissance contestée

Le vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin, rupture dans l'histoire des relations internationales

Le renouveau de la politique étrangère américaine ?

La politique de Barack Obama

La puissance et le modèle américain en question

Crise économique et mondialisation

Les réactions face à la crise économique et financière de 2008 et ses conséquences

L'état de la mondialisation face à la crise : solutions, enjeux mondiaux et religions

Chronique des revues 2009

Le changement climatique en question

Numéros spéciaux

Relations internationales et changement climatique

Manifestations et réactions

La crise économique

Numéros spéciaux

Perspectives historiques

Origines et identités

Conséquences

La nouvelle donne aux Etats-Unis

Numéros spéciaux

Orientation de la puissance américaine

Les fronts actuels

PRIX ALBERT THIBAUDET

Le Prix Albert Thibaudet a été créé au printemps 2008. Il porte le nom d'un écrivain connu pour ses travaux de critique littéraire, d'histoire des idées politiques et de relations internationales. Albert Thibaudet (1874-1936) est notamment l'auteur de *La Campagne avec Thucydide* (1922), comparaison entre la Grande Guerre et la guerre du Péloponnèse. Le prix qui l'honore est remis à l'auteur d'un ouvrage récent en langue française, consacré notamment aux relations internationales.

Après avoir été décerné en 2008 à Lucien Bély pour *L'Art de la paix en Europe : naissance de la diplomatie moderne XVI^e-XVIII^e siècle*, paru l'année précédente aux PUF, le prix a été attribué en 2009 à Alain Dejammet pour son ouvrage *Paul-Louis Courier*, publié par les éditions Fayard.

- A. DEJAMMET, *Paul-Louis Courier*, Fayard, Paris, 2009, 683 p.

Cet ouvrage d'Alain Dejammet, ancien ambassadeur de France auprès des Nations Unies et auteur de *Supplément au voyage en Onusie* (Fayard, 2003), est à la fois une biographie et un hommage à Paul-Louis Courier. Ce dernier, que Stendhal qualifia d'homme « *le plus intelligent de France* », vécut plusieurs vies emmêlées : il fut officier des armées de la Révolution et de l'Empire, helléniste reconnu, pamphlétaire... et vigneron. Assassiné le 10 avril 1825, Paul-Louis Courier connut un succès posthume grâce à ses pamphlets mordants, qui trouvèrent un certain écho lors des Trois Glorieuses de juillet 1830 et la chute de l'absolutisme. Ses écrits, associant un regard profond à un style agile, méritent d'être redécouverts.

NOTES DE LECTURE

- ENYO, *Anatomie d'un désastre. L'Occident, l'Islam et la guerre au XXI^e siècle*, Denoël, Paris, 2009

L'intérêt pour le terrorisme islamique est antérieur au « 11 septembre », mais l'événement a suscité une profusion d'ouvrages mêlant le pire et le meilleur. Nous savons désormais quand, comment, où et avec qui ce terrorisme s'organise et agit. Cependant, nous ne savions toujours pas « pourquoi ». La nouveauté radicale d'*Anatomie d'un désastre* est là : elle ne se consacre qu'à cette question et lui apporte enfin une réponse qui ne relève pas de la pure spéculation mais bien de l'analyse.

De l'auteur, une femme cachée sous un pseudonyme, nous ne connaissons qu'un parcours universitaire, un passage par la diplomatie, puis un service de renseignement et la fonction publique internationale. Cette quadruple expérience lui permet d'embrasser avec une culture encyclopédique et un esprit de synthèse hors du commun ce qu'une décennie de monographies n'a finalement qu'esquissé.

Son livre relève des relations internationales ou, plus exactement, « *intercivilisationnelles* ». Elle replace la réflexion sur l'après-« 11 septembre » dans la perspective d'une histoire pluriséculaire, braudélienne, des faits et, ce qui est exceptionnel, des idées politiques et des mentalités religieuses, réduisant à peu de choses le débat sur *Le Choc des civilisations*. Enyo ne connaît pas seulement l'Islam – elle fournit la description la plus lumineuse de la génération des idées islamiques contemporaines –, mais surtout l'Europe et les Etats-Unis. Sa maîtrise absolue de la philosophie politique et de l'histoire militaire occidentales, de la théologie et du droit islamiques, des stratégies terroristes depuis le XIX^e siècle et des instruments répressifs policiers et militaires lui permet de rappeler que les hommes sont animés par des croyances avant de l'être par des intérêts.

Cette démarche la conduit à des conclusions qui prennent à rebours le discours académique et politique. Le terrorisme cesse de relever du crime, de la pauvreté ou de la psychiatrie, pour prendre le visage de la guerre dans un monde où la guerre à l'occidentale a disparu. C'est ce terrorisme que choisissent des Musulmans inscrivant leur mission dans l'histoire des relations conflictuelles entre deux conceptions incompatibles de l'homme et du monde et prenant en otage la civilisation islamique. La guerre n'est plus la continuation de la politique par d'autres moyens, tout simplement parce que, dans l'Islam, il n'y a pas de « politique », comme le montre l'auteur, en rupture avec le discours prêt-à-penser selon lequel l'Islam serait à la fois politique et religion. Les terroristes deviennent même des ennemis secondaires comparés aux fanatiques quiétistes qui mènent une « *quatrième guerre mondiale* » pacifique en contournant l'Etat, dernier bastion de l'Occident éclairé, par l'islamisation des mœurs à l'échelle du monde.

Tandis que l'Occident a fait germer des structures de vie collective qui ont assuré le pouvoir de ses Etats-nations, les Musulmans sont restés enfermés dans l'articulation entre la communauté universelle des croyants et les relations interpersonnelles de nature clanique. Soudain, la mondialisation relativise l'importance des Etats et met en valeur les ensembles supra-étatiques et les tribus locales. La civilisation islamique se retrouve structurellement en terrain de connaissance et certains de ses membres peuvent reprendre un combat dont l'Occident a oublié jusqu'à l'enjeu. Dès lors, le spirituel redevient un élément constitutif des relations internationales, ce que les Musulmans savent par culture et que les Occidentaux ont désappris à force de tout expliquer par leur rationalité. Loin de récuser Clausewitz d'ailleurs, Enyo fait désormais de la foi un « *centre de gravité* » dans la guerre.

Le propos est d'autant plus pénétrant qu'Enyo le conjugue avec une étude particulièrement fine du renoncement de l'Occident à ses fondements humanistes et de l'appropriation de la technique occidentale par le néo-fondamentalisme islamique. Ce dernier apprivoise les éléments constitutifs de la modernité pour bâtir rationnellement un instrument de combat au service d'une fin irrationnelle. Loin des querelles entre écoles universitaires et familles idéologiques sur la nature du terrorisme islamique, l'auteur peut ainsi expliquer dans un second temps « pourquoi » les Occidentaux n'ont compris ni ce terrorisme, ni ses limites, en regard du succès néo-fondamentaliste quiétiste. Cette explication fait un sort à toutes les supputations géopolitiques sur le sujet, tant par sa méthode que par la masse du savoir mobilisé. En fait, c'est un essai sur l'Occident et sa croissante incapacité à comprendre le monde dans lequel il se dissout.

Le grand défaut de cette étude anatomique est donc son inadaptation à une société avide d'idées simples et de solutions immédiates plus que de compréhension des problèmes. Une lecture superficielle pourra même donner l'impression d'un texte anti-musulman, anti-européen ou anti-américain. Toutefois, si Enyo juge, elle ne donne pas de leçon, malgré une volonté évidente de provoquer les tenants du « *politiquement correct* », du « *droit-de-l'hommeisme* » et de l'« *apaisement* ». Elle construit son livre comme un emboîtement de réflexions d'une densité rare et assume le cynisme de sa profession. Il faut ainsi méditer la conclusion froidement clinique : loin de songer à vaincre les terroristes, espérer seulement que les sociétés occidentales survivront à la guerre qu'elles refusent de mener ; loin de vouloir réinjecter une rationalité absente des relations internationales, en accompagner et maîtriser la dérationnalisation. Un paradoxe qui fournira une source de riches débats et une base de réflexion essentielle pour la compréhension du XXI^e siècle.

En attendant, *Anatomie d'un désastre* devrait devenir le livre de chevet des diplomates, des militaires et des responsables des services de renseignement occidentaux...

M. Scaevola

- M. VAISSE, *La Puissance ou l'influence. La France dans le monde depuis 1958*, Fayard, Paris, 2009, 649 p.

Maurice Vaisse, historien des relations internationales, est un éminent spécialiste de la politique étrangère et de défense de la France. Professeur des universités à Sciences-Po, il dirige au Quai d'Orsay la publication des *Documents diplomatiques français* pour la période postérieure à 1954, actuellement la fin des années 1960. Ses nombreux travaux (mentionnons notamment *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, publié par Fayard en 1998, et sa contribution à *l'Histoire de la diplomatie française*, parue chez Perrin en 2005) témoignent de sa rigueur scientifique et de son excellente connaissance des acteurs de la politique étrangère française au cours des cinquante dernières années.

Organisé thématiquement, l'ouvrage s'articule globalement autour de trois axes. Tout d'abord, il analyse la machine diplomatique française en mettant l'accent sur l'omnipotence élyséenne. Puis une série de chapitres aborde les grandes orientations de la politique étrangère : le choix européen, les rapports compliqués avec les Etats-Unis, les relations à l'Est, les politiques africaine et arabe, la place mesurée mais non négligeable des « continents lointains ». Enfin, le livre se conclut sur l'importance croissante qu'a la diplomatie multilatérale et sur la composante originale qu'est la diplomatie culturelle.

Le titre traduit bien la problématique de cette étude de la politique étrangère française au fil d'un demi-siècle, de Charles de Gaulle, qui en a déterminé les principales lignes de

force, jusqu'à la rupture revendiquée par Nicolas Sarkozy. La tâche était doublement ardue, tant en raison de son ambition globale que des profondes mutations qui ont marqué le monde au cours de la période (construction européenne, fin de la Guerre froide, multipolarité, mondialisation économique...). De plus, chaque dirigeant a imprimé des inflexions, alors même que tous se sont positionnés dans la continuité du legs gaullien. Or, l'auteur caractérise principalement ce dernier par les choix du pragmatisme et de l'adaptation aux circonstances pour préserver la souveraineté de la France et l'indépendance nationale.

Même si chaque Président a réinterprété la posture de la France à l'égard du monde en fonction de ses choix politiques ou de sa marge de manœuvre, l'auteur souligne que la continuité l'emporte autour de trois priorités géographiques (Europe, Afrique et Proche-Orient) et de quelques traits marquants (insistance sur l'indépendance nationale, affirmation d'une solidarité atlantique tempérée par la distinction entre les périodes de crise et les temps calmes, rôle d'intermédiaire entre les deux blocs). A ce titre, doit à l'évidence être soulignée la césure de 1989-1991, qui conduit la France à se muer de « *puissance contestatrice* » à « *puissance du statu quo* », selon l'heureuse formule de Maurice Vaisse. Tout en faisant bien ressortir les différentes évolutions, ce dernier met en question la réalité des ruptures en politique étrangère, notamment celle revendiquée par Nicolas Sarkozy. Il souligne la permanence de la quête de la puissance – cette « *capacité d'une unité politique de dissuader les autres de la faire disparaître et d'imposer sa volonté* », selon la définition de Raymond Aron – jusqu'à la crise de confiance récente, qui conduit à s'interroger sur les atouts dont la France dispose pour peser sur la scène internationale, sur les moyens par lesquels elle peut mener une « *politique d'influence* ».

Son réseau diplomatique, le deuxième du monde, est un de ces atouts. L'étude de la machine institutionnelle qui ouvre l'ouvrage met bien sûr en lumière le rôle central du Président et de son entourage – présenté avec précision – dans la conception de la politique étrangère nationale. La présidentialisation du pouvoir et la proximité entre le chef de l'Etat et les hommes qu'il nomme au Quai d'Orsay concourent à « *une situation de monarchie absolue* », d'autant que le contrôle parlementaire demeure restreint. Un autre facteur joue dans le même sens : l'importance du lien de la politique étrangère avec la défense, autrement dit avec la « *monarchie nucléaire* ». Les profondes transformations du Quai d'Orsay et la complexité croissante de son rôle de gestion des affaires étrangères n'en sont pas moins analysées, de même que l'intervention d'autres administrations dans les questions de défense, de culture et, surtout, d'économie. Cette étude approfondie de l'outil diplomatique, de son rôle, de ses hommes (tant ses acteurs centraux que le personnel diplomatique), de ses évolutions du fait de réformes, de son budget apparaît comme l'un des points forts du livre.

Pour ne se concentrer que sur deux aspects spécifiques de la politique étrangère française analysée par l'auteur, on évoquera ici la politique africaine d'une part et les relations entretenues avec les Etats-Unis et l'URSS/Russie d'autre part.

Dans le premier domaine, l'auteur démontre avec justesse la manière dont la France est passée de façon réaliste et pragmatique d'une approche encore imprégnée par la période coloniale à l'établissement de relations plus équilibrées et modernes, qui n'ignorent cependant pas les intérêts stratégiques nationaux aux plans économique et énergétique. Il fait ressortir certains choix controversés (par exemple, le soutien de dirigeants autocratiques et corrompus sur la base de relations personnelles et par souci de stabilité régionale). La « *Françafrique* » n'a pas survécu à la fin de la Guerre froide, mais l'influence française subsiste, en dépit de la concurrence de nouveaux acteurs émergents (régionaux, comme l'Afrique du sud ou le Nigeria ; extérieurs, notamment les Etats-Unis et la Chine) et une certaine tendance au désengagement.

En ce qui concerne les Etats-Unis, le mot d'ordre est, selon la formule d'Hubert Védérine, « *ami, allié, non aligné* » – qui a été retenue comme titre de chapitre. D'une opposition frontale avec « la démarche d'indépendance » menée par le général de Gaulle, on semble parvenir aujourd'hui à une approche plus apaisée et plus pragmatique, même si les présidents successifs se sont toujours révélés prompts à manifester ouvertement des critiques à l'encontre de la politique américaine, vite perçue comme l'expression d'une hégémonie. Ainsi la France semble parfois asseoir son influence sur « *sa faculté de refuser de coopérer* » (H. Kissinger), alors même qu'elle aspire au multilatéralisme et à l'instauration d'un monde multipolaire. En se référant aux événements historiques et aux positionnements de part et d'autre de l'Atlantique, mais aussi aux enjeux liés à la relation avec les Etats-Unis dans le cadre de la construction européenne, l'auteur explique avec clarté les fluctuations et les tensions de la politique étrangère française dans ce domaine. Il en est de même pour les relations avec l'URSS puis la Russie, qui constituent une spécificité historique. Même si elles évoluent largement de part et d'autre de la désagrégation du bloc communiste, une constante apparaît : « *l'invocation de l'allié de revers n'est jamais neutre et suppose l'existence plus ou moins troublante d'un tiers* » (notamment l'Allemagne). L'auteur souligne également que l'importance privilégiée accordée à la politique russe a certainement entraîné un déphasage avec les pays d'Europe centrale et orientale, ce qui a conduit la diplomatie française à rater dans une large mesure le rendez-vous de l'élargissement de l'Union européenne.

Dans cet ouvrage documenté, étayé par une abondante bibliographie et de nombreuses citations, Maurice Vaïsse met en œuvre une approche analytique et rigoureuse des faits, avec un souci du détail qui en fait une mine d'informations. L'accent mis sur le rôle des hommes (des ambassadeurs, notamment) constitue une indéniable richesse. La tâche était monumentale mais, au résultat, le travail de synthèse est brillant et fort utile au lecteur.

X. Pacreau

- F. ZAKARIA, *L'Empire américain. L'heure du partage*, préface d'Hubert Védérine, Saint-Simon, Paris, 2009, 266 p. [Titre original : *The Post-American World*, Norton & Company, 2008].

Nombre d'ouvrages prétendent chaque année analyser avec de savants mots – voire au moyen de « paradigmes » que seuls quelques *happy few* peuvent entendre – l'organisation actuelle du monde, l'évolution des relations internationales ou la place de la puissance américaine. Rares et précieuses sont les œuvres qui allient finesse de l'analyse et accessibilité du style. Un beau spécimen nous est livré ici. Avec *L'Empire américain. L'heure du partage*, Fareed Zakaria propose une étude claire et remarquable de l'évolution des relations interétatiques, alors que s'achève le mandat du président Bush et que débute l'attendue présidence Obama. L'auteur est une figure médiatique et intellectuelle reconnue outre-Atlantique. De nationalité indienne, mais vivant à New York après avoir émigré aux Etats-Unis pour se former dans les plus prestigieuses universités américaines, Fareed Zakaria est aujourd'hui un des directeurs de *Newsweek International*, après avoir travaillé à *Foreign Affairs*. Il anime également sur CNN une émission dominicale très suivie de débats sur des questions internationales « Fareed Zakaria GPS ». L'auteur a déjà publié plusieurs articles et ouvrages, souvent distingués et remarquables, comme sa thèse *From Wealth to Power : the Unusual Origins of America's World Role*¹.

Dans *L'Empire américain. L'heure du partage*, l'auteur se propose de réfléchir à « *l'ascension des autres* », c'est-à-dire principalement à l'émergence de la Chine (« *le challenger* ») et à celle de l'Inde (« *l'allié* »). F. Zakaria revient sur les origines, les manifestations et les

¹ Princeton University Press, 1999, 216 p.

conséquences de ce bouleversement pour les relations internationales en général et pour les Etats-Unis en particulier. L'ensemble ne doit toutefois pas tromper. L'œuvre n'est pas une contribution supplémentaire à la doctrine « décliniste », qui parie régulièrement sur la chute consommée ou irréversible de la puissance américaine. Il ne faut d'ailleurs pas se fier à un titre original assez provocateur (*The Post-American World*), car le lecteur n'est nullement enfermé dans la vision guère raisonnable d'un monde « sans » influence/puissance américaine. L'auteur prend soin de souligner l'avance encore considérable des Etats-Unis dans les domaines militaires, économiques et politiques, sans oublier également leur capacité historique à la « résilience ». Précisément, deux interrogations sont au cœur de son propos. Comment apprécier la montée en puissance de la Chine et de l'Inde ? Quelles devraient être les priorités des Etats-Unis pour assurer la défense de leurs intérêts et la régulation pacifique des relations internationales ?

Après avoir connu un court apogée en 2002, l'unipolarité d'un système international dominé par l'hégémonie américaine semble en déconfiture. Fareed Zakaria se demande ainsi, au vu de la montée du sentiment anti-américain et de la crise économique, si l'histoire ne va pas finalement s'imposer aux Etats-Unis comme elle s'est imposée aux précédentes puissances dominantes. Les problèmes posés par les aventures américaines en Iraq ou par les difficultés financières liées au régime libéral promu par les Etats-Unis sont immenses. Dans un premier chapitre rajouté aux éditions postérieures au krach de l'automne 2008, Fareed Zakaria revient ainsi sur le poids de la dette aux Etats-Unis et sur la fin de la notion de risque provoquée par un optimiste démesuré à la suite du triomphe du capitalisme et du libre marché après l'effondrement de l'Union soviétique. Bref, l'époque serait marquée par une double délégitimation de la puissance américaine, sur les plans économique et politique, qui pourrait annoncer la fin d'une certaine sorte de domination mondiale des Etats-Unis. Surtout, en comparaison aux difficultés de l'hégémon, la Chine et l'Inde connaissent des réussites insolentes. A terme, l'ordre international devrait donc connaître un troisième bouleversement après l'essor du monde occidental et l'expansion américaine : l'ascension de ces deux puissances asiatiques. Celles-là semblent imposer leurs propres conditions, critiquant notamment les régimes internationaux imposés par les Occidentaux. La Chine est la puissance montante qui fascine le plus en raison de sa croissance économique singulière, mais aussi de sa géographie et de sa culture. Fareed Zakaria la décrit comme une « *superpuissance asymétrique* », qui use de sa force économique et de son influence politique grandissante pour accroître son emprise – sans recourir à la force militaire. L'Inde, quant à elle, a également connu des transformations économiques majeures ces dernières années et devrait devenir à moyen terme la troisième économie du monde. Malgré des autorités étatiques parfois trop prudentes et hésitantes, la société indienne aspirerait à une croissance plus vive et à un rôle plus grand en politique étrangère. Ainsi, le monde pourrait rapidement être organisé non plus « par » ou « contre » l'hégémonie américaine, mais autour d'une superpuissance et de plusieurs puissances, de différents pôles et d'un super pôle en quelque sorte.

Faut-il alors prévoir de nouvelles turbulences, alors que la période unipolaire a été synonyme d'une relative stabilité ? Pour l'auteur, si Thucydide avait justement observé que les déplacements de puissance pouvaient être à l'origine de conflits, rien ne dit en l'espèce que la mutation ne soit pas pacifique, voire bénéfique pour la régulation des relations internationales. Si les relations entre les Etats-Unis et la Chine – entre « *l'aigle et le dragon* » – peuvent devenir délicates, *a fortiori* si les nouvelles élites chinoises voient leur pays comme le compétiteur de la puissance américaine, les relations entre les Etats-Unis et l'Inde – entre « *l'aigle et la vache* » – devraient être particulièrement riches et stimulantes. L'Inde, un des « *pays les plus pro-américains* » du monde, partage avec les Etats-Unis bien davantage qu'une langue et une vision du monde familière. Les rapports indo-américains pourraient être aussi

privilégiés que les relations entretenues entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël. En toute hypothèse, Fareed Zakaria formule à la fin de son livre quelques préceptes qui devraient être observés de près par les autorités américaines, pour que les Etats-Unis assument un rôle de médiateur ou de pivot du nouveau monde. Il s'agit surtout de regagner en légitimité en investissant de nouveau les instances internationales et de se comporter en s'inspirant davantage de Bismarck que de l'Empire britannique lorsque celui-là a connu des difficultés. L'Amérique aurait ainsi intérêt à développer avec chaque pôle de meilleures relations que ces pôles n'entretiennent entre eux. En somme, c'est par le renouveau de son leadership que l'Amérique trouvera sa place dans un monde qui n'est plus celui de son hégémonie.

Le monde de papa est-il vraiment mort ? Il faut faire confiance à la puissance américaine pour s'adapter à un environnement politique incontestablement nouveau. La prudence de l'analyse de Fareed Zakaria est ici bienvenue. On pourrait certainement regretter les silences de l'auteur sur le positionnement de l'Europe, sur les difficultés sociales et autres que pourrait connaître la Chine et, peut-être, sa vision quelque peu passionnelle de la relation entre les Etats-Unis et l'Inde. Il demeure que le succès politique et populaire de *L'Empire américain. L'heure du partage* semble justifié au vu de la clarté et de la justesse du propos.

J. Fernandez

CHRONIQUE DES OUVRAGES 2009

Cette chronique ne prétend pas rendre compte de l'ensemble des ouvrages publiés en 2009 sur les relations internationales – tâche du reste impossible. Autour de rubriques représentatives des centres d'intérêt dominants au cours de l'année (les commémorations qui ont marqué celle-là, le renouveau de la politique américaine, la crise économique et la mondialisation), une sélection de titres est donc opérée, chacun étant brièvement présenté et commenté. Ce choix est orienté par les éléments disponibles et les lectures de l'équipe mais, en raison même de son caractère limité, il s'efforce de retenir l'essentiel pour fournir un instrument utile.

2009, année de commémorations

L'année 2009 fut l'occasion pour certains Etats de commémorer les anniversaires d'événements politiques majeurs : la fondation de la République populaire de Chine en 1949, la Révolution islamique iranienne de 1979, enfin, la chute du Mur de Berlin en 1989. Ces commémorations ont été accompagnées de nombreuses publications. Les conséquences de l'avènement des régimes communiste chinois et islamique iranien, célébré fastueusement par ces Etats, ont suscité des commentaires contradictoires. Alors que certains auteurs soulignent l'émergence et l'affirmation de ces pays comme puissances, régionale dans le cas de l'Iran et mondiale dans le cas de la Chine, d'autres portent des regards critiques sur les aspects internes de ces régimes, auxquels ils reprochent les pressions exercées sur leurs sociétés respectives. La chute du Mur de Berlin est de nature complètement différente : au-delà de la réunification allemande, l'événement fut suivi d'un profond bouleversement de l'ordre international, marquant la fin du système bipolaire qui prévalut durant toute la seconde moitié du XXe siècle. Si certains ouvrages reviennent sur les aspects strictement historiques, d'autres sont des réflexions sur les conséquences de la chute du Mur pour le système international.

L'Iran, trente ans après la Révolution islamique, entre ambitions hégémoniques et aspirations démocratiques

- A. AMIR-ASLANI, *Iran : le retour de la Perse*, Jean Picolec Editeur, Paris, 2009, 407 p.

Les tensions entre l'Iran et les puissances occidentales jouent un rôle déterminant dans la stabilité présente et future du Moyen-Orient, dans la mesure où elles sont porteuses de nombreux enjeux qui dépassent le cadre de la République islamique. Divisé en douze chapitres, cet ouvrage présente ces grands enjeux en s'intéressant aux relations internationales de l'Iran, ainsi qu'à ses structures politiques, sociales et ethniques. Les rapports qu'entretient l'Iran avec l'Iraq, le Liban et la Russie font l'objet de chapitres distincts, alors que d'autres traitent plus spécifiquement de la crise du nucléaire iranien ou de la question du pétrole. Les relations entre l'Iran et les Etats-Unis tiennent une place centrale dans la réflexion de l'auteur. Celui-là s'intéresse également aux perceptions iraniennes, du sentiment d'encerclement militaire par les Etats-Unis à la volonté de retrouver une grandeur passée. Selon lui, l'Iran dispose de nombreux atouts pour jouer un rôle stabilisateur au Moyen-Orient, alors que le pays se trouve à l'orée d'une nouvelle ère durant laquelle il devrait profondément changer et s'ouvrir.

- R. BAER, *Iran : l'irrésistible ascension*, JC Lattès, Paris, 2008, 382 p.

Ancien agent de la CIA et auteur de plusieurs *best-sellers* concernant le Moyen-Orient, Robert Baer livre dans cet ouvrage une interprétation personnelle et originale de la puissance iranienne en ce début de XXI^e siècle. Sa réflexion s'appuie sur de nombreuses rencontres et

enquêtes de terrain. Il s'est intéressé à l'influence de l'Iran dans sa région, notamment en Afghanistan, en Iraq, au Liban, en Syrie et dans les territoires palestiniens, où la République islamique est parvenue à accroître progressivement son emprise au cours des trente dernières années grâce à une approche réaliste tournant à son avantage la stratégie américaine. Robert Baer s'attache particulièrement à comprendre la pensée iranienne, qui trouve ses racines dans une culture persane ancestrale mêlée à l'Islam chiite. Il décrit également les moyens militaires et paramilitaires employés par le régime, ainsi que l'instrumentalisation du terrorisme à des fins politiques. Enfin, il formule un ensemble de propositions pour la politique étrangère américaine face à l'émergence de la puissance iranienne qu'il n'est plus possible d'ignorer.

- Y. BONNET, *Vevak, au service des ayatollahs : histoire des services secrets iraniens*, Timée-éditions, Boulogne, 2009, 454 p.

Ancien directeur de la DST de 1982 à 1985, Yves Bonnet est l'auteur de plusieurs livres sur les services secrets et sur le monde arabo-musulman. Dans cet ouvrage, il s'intéresse aux services de renseignement iraniens, la Vevak. Dans un premier temps, il revient sur l'histoire de cet organisme, officiellement fondé en 1984, mais s'appuyant largement sur les anciens services secrets du Shah d'Iran, la Savak, formée à partir de 1957 avec l'assistance des Etats-Unis et d'Israël. Il décrit le rôle de la Savak dans la sauvegarde de la monarchie iranienne, étouffant longtemps l'opposition politique au Shah, puis son attitude ambiguë durant la Révolution islamique de 1979, avant d'expliquer sa mutation au service du nouveau régime de Téhéran. Ensuite, Yves Bonnet étudie les activités actuelles de la Vevak, soulignant ses méthodes violentes, tels que les assassinats et la torture, ainsi que sa présence internationale, y compris en Europe.

- M. DELFANI (dir.), *L'Iran et la France malgré les apparences*, Editions Europeperse, Paris, 2009, 248 p.

Cet ouvrage collectif est l'aboutissement d'une conférence sur l'Iran et la France tenue au Sénat en décembre 2007, à l'occasion du bicentenaire du Traité de Finkenstein (1807). Ce traité d'alliance militaire contre la Russie est, pour les auteurs, le point culminant des relations franco-iraniennes. L'ouvrage ne constitue pas une histoire de ces relations, mais un ensemble de travaux de chercheurs français et iraniens sur quelques aspects précis, dans les domaines politique (les premiers rapports diplomatiques entre les deux pays, la politique française actuelle) et culturel (la littérature persane classique ou encore le portrait d'un archéologue français en Iran). N'ayant jamais eu d'intérêt stratégique commun sur le long terme, la relation politique entre les deux pays reste fragile ; les auteurs mettent l'accent sur les aspects culturels et les contacts entre les élites des deux pays pour maintenir le lien.

- A. FONDCOUBERTE, *L'Exception iranienne : de la Perse au nucléaire*, Koutoubia, Paris, 2009, 317 p.

Présenté le plus souvent comme une menace pour le reste du monde, l'Iran ne s'est paradoxalement pas construit dans une volonté d'affrontement, mais dans le souci de préserver son originalité. Ce paradoxe est le sujet de cet ouvrage d'André Fontcouberte, qui s'attache, au-delà des faits d'actualité, à étudier et présenter la singularité de l'Iran. Il étudie ainsi l'héritage culturel complexe du pays, mêlant l'Islam chiite aux valeurs plurimillénaires de l'ancienne Perse et intégrant, au fur et à mesure de son histoire, les apports étrangers. L'auteur présente les traumatismes qui ont marqué l'histoire, des invasions anciennes aux ingérences étrangères plus récentes, et qui ont pour conséquence l'acharnement des Iraniens à affirmer leur indépendance. André Fontcouberte explique également le renversement des

valeurs entraîné par la Révolution islamique de 1979, recherchant dans la culture les fondements des grandes lignes politiques suivies par Téhéran.

- M. LADIER-FOULADI, *Iran : un monde de paradoxes*, Atalante, Nantes, 2009, 352 p.

Cet ouvrage a pour objectif de réfuter les *a priori* construits depuis et au sujet de la Révolution islamique de 1979. L'auteur, démographe, s'appuie sur des recherches de terrain effectuées depuis 1996. Elle redonne dans un premier temps toute sa place à la société iranienne, laquelle, loin d'être la masse manipulée qu'on décrit parfois, connaît une transformation du modèle familial – dont la meilleure illustration est le déclin de la fécondité –, une révolution du rôle des femmes – qui n'ont jamais quitté l'espace public malgré l'islamisation des lois sur le statut personnel – et une volonté des jeunes de s'ériger en protagonistes du changement. Dans un second temps, l'auteur s'intéresse au domaine politique, en rappelant que la République islamique est finalement le résultat d'un « *hold-up* » sur le mouvement révolutionnaire des Iraniens en 1979. L'ouvrage comprend une analyse détaillée des diverses institutions, électives et non électives, et constate qu'en lieu et place des partis politiques ce sont des « *factions* » qui occupent le champ politique. Les Iraniens ont finalement su emprunter un autre chemin que celui tracé par la République islamique.

- Y. RICHARD, *L'Iran de 1800 à nos jours*, Flammarion, Paris, 2009, 472 p.

Cet ouvrage analyse la genèse de l'Etat moderne iranien, depuis la dynastie des Qâjârs (1779-1925) jusqu'à la République islamique et l'élection présidentielle de juin 2009, en passant par la dynastie Pahlavi. Yann Richard commence par rappeler l'intérêt des Iraniens pour l'histoire et son utilisation par le pouvoir en place, quel qu'il soit. Malgré la discontinuité des régimes, l'auteur insiste sur la continuité de la nation iranienne, avec une même langue et des frontières semblables, nation qui s'est construite en opposition aux ingérences de diverses natures (militaires, économiques, politiques). Outre l'évolution interne du pays, l'ouvrage présente enfin une analyse des relations extérieures, l'objectif étant de fournir des outils objectifs afin de comprendre l'Iran actuel.

- S. SHERKAT, *Zanân : le journal de l'autre Iran*, CNRS, Paris, 2009, 187 p.

Préfacé par Christian Bromberger, membre de l'Institut universitaire de France et ancien directeur de l'Institut français de recherche en Iran, cet ouvrage est un recueil d'articles qui furent publiés dans le magazine mensuel féministe iranien *Zanân*. Celui-là fut fondé en 1992 par Shahla Sherkat, alors que le président libéral Rafsandjani était au pouvoir. Caractérisé par sa liberté de ton dans un pays où pèse la censure, il connut son apogée durant les deux mandats du président réformateur Khatami entre 1997 et 2005, avant d'être interdit en février 2008 sous la présidence du conservateur Ahmadinejad. Ces articles, sélectionnés par le CNRS, traitent de la condition féminine en Iran dans ses différents aspects, de la vie quotidienne aux faits divers, pour des femmes ordinaires et d'autres qui le sont moins. Parmi ces articles figurent plusieurs entretiens, dont un avec Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix 2003. L'ouvrage, richement illustré, constitue un témoignage singulier et pertinent à propos de la société iranienne, patriarcale, complexe et en effervescence, déchirée entre tradition et modernité.

- B. CABRILLAC, *Economie de la Chine*, PUF (coll. Que sais-je ?), Paris, 2009, 127 p.

Cet ouvrage synthétique est la troisième édition actualisée d'un livre paru pour la première fois en 1997. Son auteur, Bruno Cabrillac, directeur général des études et des relations internationales à la Banque de France, y dresse un panorama de l'économie chinoise. Celle-là connaît une croissance rapide depuis les réformes mise en place par Deng Xiaoping il y a une trentaine d'année. L'ouvrage est divisé en quatre chapitres. Le premier s'intéresse succinctement à l'histoire et à la géographie de la Chine. Le deuxième présente la transition de l'économie chinoise, qui est passée, grâce aux réformes, d'un modèle planifié à une économie de marché. Le troisième chapitre est un diagnostic de la situation économique actuelle de la Chine, particulièrement centré sur ses atouts. Enfin, le dernier chapitre s'intéresse aux faiblesses du modèle chinois et aux contradictions inhérentes à l'« économie socialiste de marché ». L'auteur inclut dans sa réflexion les Chinois de l'extérieur, à Hong Kong, Macao ou Taïwan, qui jouent un rôle important dans la réussite économique de la Chine.

- C. CHONGGUO, *J'étais à Tien An Men*, L'esprit du temps, Le Bouscat, 2009, 96 p.

Ce court essai a été rédigé par Cai Chongguo, professeur de philosophie et dissident chinois exilé en France. Préfacé par la sinologue Marie Holzman, il se divise en deux parties. La première est un témoignage concernant les événements de Tien An Men en 1989, racontés jour après jour par l'auteur qui décrit d'abord les faits, puis le rôle qu'il y a joué, enfin sa fuite vers Hong Kong afin d'échapper à la répression. La seconde partie de l'ouvrage est une réflexion sur la démocratie et la liberté en Chine, dans laquelle l'auteur expose sa vision normative de la société chinoise et les actions qu'il a menées depuis qu'il est en exil à Paris afin de défendre ses idéaux.

- B. COURMONT, *Chine, la grande séduction : essai sur le soft power chinois*, Choiseul, Paris, 2009, 196 p.

L'auteur de cet essai sur la puissance chinoise a choisi pour angle d'analyse la stratégie d'influence développée par le régime. Il s'attache à étudier le pouvoir d'attraction et de séduction de la Chine comme élément de sa puissance et comme signe que cette puissance se normalise. Ainsi, consciemment, Pékin crée et entretient une image acceptable et positive d'elle-même, en faisant la promotion de la culture chinoise, en comptant sur l'importance de sa diaspora, mais aussi en aidant au développement dans le monde. Les effets de cette offensive sont déjà perceptibles dans les pays en développement. Le défi que la Chine doit encore relever, d'après l'auteur, est de convaincre les autres puissances et d'être perçue comme un élément stabilisant des relations internationales.

- D. LAMBERT, *Géopolitique de la Chine, du bronze antique au plutonium*, Ellipses Marketing, Paris, 2009, 550 p.

Les progrès spectaculaires accomplis par la Chine lui permettent de retrouver le chemin de sa grandeur passée. Telle est la thèse de cet ouvrage. L'auteur décrit les caractéristiques géographiques, humaines et historiques du pays, autant d'éléments à prendre en compte dans la compréhension de la puissance chinoise actuelle. Il étudie ensuite les problèmes intérieurs et le contexte géopolitique. Denis Lambert analyse ainsi les cas de Taïwan, du Tibet et du Xinjiang. Puis il s'intéresse aux grands partenaires mondiaux de la Chine, dans son voisinage asiatique, mais aussi en Europe, en Amérique, en Afrique et au

Proche-Orient, où la Chine jouit d'une image favorable, celle d'un pays humilié qui a repris le dessus. Enfin, la progression chinoise se traduit par une nouvelle expansion de ses capacités militaires. Ainsi, les deux annexes de l'ouvrage traitent du dossier nucléaire chinois et des moyens d'action militaires classiques du pays, passé d'un arsenal d'autodéfense à des capacités de projection à portée régionale et internationale.

- F. LEMOINE, *La Chine*, Pearson Education, Paris, 2009, 176 p.

Destiné aux étudiants, ce manuel écrit par l'économiste Françoise Lemoine, spécialiste des économies émergentes, analyse de manière synthétique l'évolution de la Chine, redevenue grande puissance au XXI^e siècle après un long déclin commencé au XIX^e siècle pour s'achever à la fin de l'ère maoïste. Les premiers chapitres de l'ouvrage présentent le parcours historique de la Chine, de l'ancien empire décadent à l'économie socialiste de marché. L'auteur dresse ensuite un diagnostic complet de la Chine actuelle, dans ses aspects géographiques, démographiques, économiques, sociaux et politiques, avant de s'interroger sur son évolution future, qui sera marquée par des déséquilibres économiques, le vieillissement de la population, une urbanisation accélérée et des contraintes énergétiques. Enfin, le dernier chapitre présente les relations internationales de la Chine et l'influence du pays sur la scène mondiale. Cette présentation est complétée de nombreux documents, cartes et encadrés.

- R. MACFARQUHAR / M. SCHOENHALS, *La Dernière Révolution de Mao : histoire de la Révolution culturelle 1966-1976*, Gallimard, Paris, 2009, 808 p.

A la fin de sa vie, Mao revendiquait deux grandes réalisations : la conquête de la Chine et la Révolution culturelle, à laquelle est consacré l'ouvrage. A travers cette chronique des événements de 1966 à 1976, les deux auteurs, sinologues de renom, reviennent sur ce tournant. Jusqu'en 1966, le Parti communiste chinois, dirigé par Mao Tsé-Toung, se distingue par l'unité de sa direction. Or, en lançant sa dernière révolution, Mao entend transformer les Chinois et défaire « *les éléments de la bourgeoisie infiltrés dans le Parti* ». L'émergence des Gardes rouges étudiants, véritable bras actif de cette révolution, et la violence de leurs attaques contre des responsables de l'Etat et du Parti entre 1966 et 1968 sont sans doute l'aspect le plus marquant. L'ouvrage, alimenté par des témoignages, des documents et des photos de l'époque, présente un tableau précis du rôle de Mao dans les différentes phases de la Révolution culturelle, qui se termine peu après sa mort par un coup de force contre la Bande des Quatre, groupe de dirigeants chinois accusé d'être l'instigateur de cette révolution. Deux ans plus tard, Deng Xiaoping inaugure l'ère des réformes en Chine, afin de relégitimer le Parti communiste chinois et de rattraper le temps perdu.

- A. ROUX, *Le Singe et le tigre. Mao, un destin chinois*, Larousse, Paris, 2009, 800 p.

Alain Roux, professeur émérite des universités et spécialiste de la Chine contemporaine, livre ici un portrait inédit de Mao, s'appuyant sur les textes et discours du dirigeant chinois, enfin devenus accessibles. Entre guide infallible, symbole de la fierté chinoise retrouvée et monstre tyrannique, c'est une image contradictoire que l'histoire a gardée de Mao. Lui-même se décrivait comme tigre – roi de la montagne – et singe – rusé, intelligent, complexe. Pour sa part, l'auteur tente de s'éloigner de l'histoire officielle comme de l'histoire informelle, faite d'anecdotes. Le récit chronologique est divisé en trois, allant de l'individu anonyme, « Un rebelle », au personnage historique, « Le révolutionnaire » et « Le despote », mais il s'attache à en faire apparaître la cohérence intellectuelle et la logique politique.

- K. VORAPHETH, *Forces et fragilités de la Chine : les incertitudes du grand dragon*, L'Harmattan, Paris, 2009, 326 p.

Ancien cadre dirigeant d'un grand groupe français et travaillant depuis plus de vingt ans en Chine, Kham Vorapheth s'intéresse à la façon dont trente années de réformes – depuis la politique d'ouverture inaugurée par Deng Xiaoping en 1978 – ont bouleversé la Chine et ses valeurs. Aujourd'hui, le pays produit 7 % du PIB mondial, mais l'année 2009 est marquée par les premières inquiétudes dans les domaines économique et social. En effet, ce que l'auteur appelle le « *grand bond en avant du XXI^e siècle* » est à l'origine de nombreux paradoxes. L'ouvrage présente aussi une analyse des relations avec l'Occident à la lumière des notions d'équilibre et d'harmonie chères à la tradition philosophique chinoise. La Chine n'aurait aucune prétention à l'universalité, ce qui discrédite la crainte d'un « *péril jaune* », sa seule ambition étant de conquérir un rang parmi les grandes puissances. L'auteur livre également un mode d'emploi des entreprises chinoises. Enfin, il expose sept scénarios pour l'avenir, allant du raidissement nationaliste ou de la récession économique à l'effondrement du Parti communiste chinois ou au scénario Gorbatchev, l'hypothèse la plus probable étant, selon lui, le *statu quo* amélioré.

Le vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin, rupture dans l'histoire des relations internationales

- T. GARCIN, *Les Grandes Questions internationales depuis la chute du Mur de Berlin*, Economica, Paris, 2009, 504 p.

Dans cet ouvrage dont c'est là la deuxième édition, Thierry Garcin s'intéresse aux conséquences de la chute du Mur de Berlin, qui marqua le début d'une recomposition politique de l'ordre international avec l'effondrement du bloc de l'Est et l'affirmation corollaire des Etats-Unis comme unique superpuissance. Il s'inscrit dans la tradition réaliste des relations internationales et rejette les analyses américaines de « *fin de l'histoire* » ou de « *choc des civilisations* », qu'il juge simplistes. Il nous invite à réfléchir sur les grandes tendances qui ont marqué l'évolution des relations internationales au cours des vingt dernières années, notamment les tentatives de recomposition régionale, la balkanisation et la mondialisation. Il identifie et présente également les grands facteurs de déstabilisation de l'ordre international en ce début de XXI^e siècle, tels que la multiplication des conflits identitaires, les revendications religieuses dans les luttes politiques ou encore les migrations. Il s'interroge également sur la place des organisations internationales et des moyens militaires dans le monde d'aujourd'hui. Son étude est illustrée par une riche cartographie et complétée de nombreux encadrés, ainsi que de références bibliographiques.

- P. GROSSER, *1989, l'année où le monde a basculé*, Perrin, Paris, 2009, 605 p.

L'année 1989 a marqué la fin de la Guerre froide avec l'effondrement des régimes communistes européens et la chute du Mur de Berlin, mais elle a aussi été scandée par une série d'événements qui ont remodelé la scène internationale : reconnaissance d'Israël par l'OLP, mort de l'ayatollah Khomeiny, manifestations et répression place Tian An Men, etc. En historien, Pierre Grosser les étudie sur le long terme, en s'appuyant sur une abondante bibliographie, notamment anglo-saxonne. A rebours de la thèse généralement admise, il considère que la fin du système communiste est moins à relier à la « *politique agressive des Etats-Unis* » – qui aurait entretenu la Guerre froide – qu'à ses propres contradictions internes et aux orientations de Mikhaïl Gorbatchev.

- M. MEYER, *Histoire secrète de la chute du Mur de Berlin*, Odile Jacob, Paris, 2009, 348 p.

La chute du Mur de Berlin n'est le fruit ni de la fatalité, ni du hasard. Au contraire, ce récit historique décrit l'ensablement d'une manœuvre de déstabilisation minutieusement préparée. En effet, l'ouvrage explique que l'événement du 9 novembre 1989 est paradoxalement le résultat d'intrigues des autorités du Kremlin et du KGB, visant à écarter le dirigeant est-allemand Erich Honecker, dont le raidissement risquait d'entraîner la chute du bloc soviétique. L'auteur, confident et traducteur de Willy Brandt et proche des chanceliers Helmut Schmidt et Helmut Kohl, décrit avec minutie ce qui s'est passé à Berlin du printemps 1987 à l'automne 1990. Il en fait un « roman vrai », qui écarte délibérément toute référence académique mais s'attache à l'exactitude des repères chronologiques.

- T. DE MONTBRIAL, *Vingt ans qui bouleversèrent le monde – De Berlin à Pékin*, Dunod, Paris, 2008, 626 p.

Cet ouvrage est la troisième édition, revue et complétée, du livre *Quinze ans qui bouleversèrent le monde – De Berlin à Bagdad*, initialement publié en 2003. La chute du communisme, marquée par celle du Mur de Berlin en 1989, puis par l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, a constitué une rupture aussi importante que la Révolution française dans l'histoire du monde. Ainsi, en moins de vingt ans, l'ordre bipolaire qui a prévalu durant la seconde moitié du XX^e siècle s'est transformé en un monde multipolaire, hétérogène et mondialisé. Thierry de Montbrial présente dans cet ouvrage cette période de transition sur laquelle il porte un regard critique, constatant la détérioration de la situation dans une grande partie du Moyen-Orient, le recul du multilatéralisme, ainsi que l'incapacité à traiter sérieusement les grands enjeux qui intéressent l'humanité, tels que l'environnement ou la santé. Les Etats restent indéniablement les principaux acteurs du système international, mais leur difficulté à s'adapter rapidement constitue la principale source d'incertitude pour le XXI^e siècle. Combinant sa réflexion à un travail historique, l'auteur articule son ouvrage autour d'un plan original, dans lequel chaque année fait l'objet d'un chapitre à l'exception de 1989, véritablement révolutionnaire, qui occupe les deux premiers chapitres.

- J. SEMELIN, *La Liberté au bout des ondes : du Coup de Prague à la chute du Mur de Berlin*, Nouveau Monde Editions, Paris, 2009, 385 p.

Jacques Semelin, directeur de recherche au CNRS, décrit ici le lien entre la communication et la résistance et propose une nouvelle lecture de l'effondrement du système soviétique. Il note la récurrence des références aux radios occidentales dans les mémoires des dissidents polonais, hongrois ou tchèques. Plus qu'un simple moyen d'accéder à l'information, l'accès à ces radios est un engagement et compense le risque pris par ces dissidents par une reconnaissance extérieure, pour finalement mener à une conquête de la parole là où elle avait été confisquée. L'ouvrage décrit trois moments : les premiers temps de la Guerre froide, où la parole ne vient que de l'extérieur ; puis, après la mort de Staline, les années où la parole se libère, en huis clos ; enfin, dès les années 1970, l'émergence de la dissidence sur la scène internationale. L'auteur conclut sur une analyse de la chute des trois murs : le mur psychologique de la peur, le mur stratégique de la partition Est-Ouest et le mur physique de la ville de Berlin.

- F. TAYLOR, *Le Mur de Berlin*, JC Lattès, Paris, 2009, 623 p.

Aujourd'hui historien à l'Université d'Oxford, l'auteur a vu pour la première fois le Mur de Berlin en 1965, à une époque où on pensait qu'il était destiné à perdurer. Il revient longuement sur l'histoire de la ville et de ce mur, en caractérisant chaque période par une

matière. Ainsi, le chapitre « Sable » évoque l'histoire de Berlin, ville de marais qui, déjà à l'origine, se composait de deux gros villages (Berlin et Cölln). Le chapitre « Sang » décrit le sort de la ville de 1947 à 1961, date de la construction du Mur. Les chapitres « Fils barbelés » et « Béton » évoquent les premiers jours du Mur et se terminent à la mort, en 1973, de Walter Ulbricht, ancien président du Conseil d'état et édificateur du Mur. Berlin n'est plus alors, d'après l'auteur, ni une capitale, ni même une ville. Frederick Taylor rappelle l'existence de réseaux d'évasion, puis leur déclin à partir de 1963, face à une fortification de plus en plus efficace, mais aussi à l'accord de permis de passage temporaires. Enfin, le chapitre « Argent » relate le contraste entre l'adhésion inébranlable de la RDA au marxisme-léninisme et le nouvel esprit d'ouverture qui prévaut à Moscou au milieu des années 1980 jusqu'à la chute du Mur. Mêlant événements historiques et récits personnels, ce livre de 600 pages étudie dans le détail comment un monde clos a vu le jour, s'est développé et s'est effondré.

Le renouveau de la politique étrangère américaine ?

Les ouvrages proposés ici montrent que l'année 2009 marquera sûrement un moment charnière de l'histoire de la politique étrangère américaine. En effet, l'arrivée à la Maison-Blanche d'un président métis et démocrate est une rupture franche en cela qu'elle met fin à huit ans de présidence conservatrice, mais surtout en ce qu'elle suscite un espoir de renouveau important en politique intérieure comme dans la diplomatie des Etats-Unis. La tâche et les défis auxquels est confronté Barack Obama n'en sont que plus difficiles. En second lieu, 2009 conduit aussi à s'interroger et à remettre en question le modèle politique et la puissance américaine. L'unilatéralisme, la crise du capitalisme, les défaillances du modèle social, la « *dislocation progressive de l'Empire américain* » sont autant de thèmes qui, pour les ouvrages présentés, mettent à mal le rêve américain.

La politique de Barack Obama

- B. COURMONT, *Etats-Unis, les défis d'Obama. Vers un nouveau leadership américain ?*, Editions du Félin, 2009, 160 p.

L'auteur analyse ici les grands défis de l'administration Obama, à la fois sur la scène intérieure et en politique étrangère. L'espoir suscité et le désir de changement de la nation américaine sont tels que les marges de manœuvres du nouveau Président sont étroites. Pour l'auteur, Obama est confronté à une contestation du leadership américain qui doit conduire les Etats-Unis à promouvoir une redéfinition de leur puissance et à mettre fin à un certain conservatisme. Une ère nouvelle s'ouvre pour la politique étrangère américaine, qui est avant tout porteuse de valeurs et doit progressivement s'ériger en modèle de diplomatie. L'étude s'intéresse enfin au « style Obama » à travers sa manière différente de faire de la politique, son changement de ton diplomatique, sa politique de la main tendue ou le choix de ses collaborateurs.

- F. DURPAIRE / O. RICHOMME, *Obama face à la crise*, Editions Demopolis, 2009, 141 p.

L'ouvrage de François Durpaire et Olivier Richomme s'intéresse à la politique menée par le nouveau président Obama face à la crise, alors même qu'il a été élu en partie grâce à la plongée de l'économie américaine. Malgré une majorité démocrate au Congrès et un important soutien dans l'opinion publique, Obama aura, selon les auteurs, une marge de manœuvre étroite dans la mise en œuvre de ces premières mesures. Comme F. D. Roosevelt en 1933, il dispose ainsi de cent jours pour mettre en place un « *nouveau new deal* » et réfléchir à un « *changement de civilisation* ». L'approche de l'ouvrage est originale car elle donne à voir et à penser une perspective historique de la crise.

- S. MANSFIELD, *La Foi de Barack Obama : quel impact sur la politique américaine ?*, Empreinte Temps Présent, 2009, 224 p.

L'idée principale de cet ouvrage est que l'élection d'Obama marque en soi « *un tournant dans l'histoire religieuse et politique américaine* ». L'auteur fait d'abord un travail comparatif en mettant en parallèle les quatre faces de la religion aux Etats-Unis : le méthodisme d'Hillary Clinton, l'épiscopalisme de John McCain, l'évangélisme de George W. Bush et la « *théologie pluraliste et critique* », « *théologie de la libération afro-américaine* » de Barack Obama. L'éducation athée donnée au nouveau Président des Etats-Unis par sa mère, puis son retour à la foi, notamment à travers la paroisse Trinity de Chicago et l'influence déterminante mais controversée du pasteur Wright, sont minutieusement analysés. L'effet politique apparaît clairement sur les questions de société (avortement, droits des minorités, justice sociale...), mais aussi surtout en ce qui concerne le conflit au Proche Orient.

- B. OBAMA / R. COHEN / A. JAULMES / C. LESNES / A. MAZERET, *Discours : 20 janvier-9 octobre 2009*, Editions des Equateurs, 2009, 381 p.

Ce recueil réunit les principaux discours du président américain Barack Obama, depuis son investiture le 20 janvier jusqu'au 9 octobre 2009 pour la remise du prix Nobel de la paix. Tout les grands thèmes de politique internationale y sont développés, tels que le désarmement nucléaire, l'engagement américain en Iraq ou en Afghanistan, le dialogue entre les civilisations, entre le monde occidental et arabe, la relation avec la Chine ou la Russie, l'environnement et le réchauffement climatique ou bien encore la crise économique et la réforme du capitalisme financier. Plus méconnus et parfois insolites, les discours de politique intérieure ne sont pas pour autant oubliés, notamment sur la réforme du système de santé, l'éducation, les droits des minorités homosexuelles ou noires, l'avortement. L'ouvrage est, de plus, agrémenté d'une préface des journalistes R. Cohen et A. Jaulmes, qui s'interrogent sur la place, l'originalité, la rupture ou la tradition de ces discours dans l'histoire américaine. Enfin, C. Lesnes détaille la vie quotidienne d'Obama à la Maison-Blanche. Le tout permet ainsi d'entrevoir ce qui fait la personnalité et la « *mythologie* » Obama aux Etats-Unis, mais aussi dans le monde entier.

- N. PLANEL, *Sur Les Pas d'Obama : le renouveau de la gauche américaine*, Hachette Littératures, 2009, 233 p.

Cet ouvrage retrace de l'intérieur le parcours intellectuel et la campagne présidentielle du candidat Obama en 2008. L'analyse montre ainsi comment Obama a changé les codes et formats traditionnels d'une campagne tournée en grande partie vers ceux qui avaient depuis longtemps déserté la politique. Il s'agit aussi de comprendre en quoi il a pu renouveler en profondeur le corpus idéologique de la gauche américaine (dans ses stratégies, ses thématiques dominantes...) et permis l'émergence d'une nouvelle génération de Démocrates. Enfin, ce livre recense et détaille précisément les grands défis de politique intérieure et extérieure auxquels Obama est confronté aujourd'hui : couverture médicale universelle, sécurité nationale, « *socio-économie* », réconciliation de l'Amérique avec le monde... Les enjeux sont donc multiples pour construire un « *nouveau rêve américain* ».

- D. E. SANGER, *L'Héritage : les grands défis internationaux*, Belin, Littérature et politique, 2009, 577 p.

Dans cet ouvrage, écrit quasiment comme un roman noir, très documenté, parsemé d'anecdotes, de témoignages ou d'entretiens, le correspondant du *New York Times* à la Maison-Blanche David Sanger, double prix Pulitzer, dresse un état des lieux impitoyable de

l'héritage laissé par la présidence Bush à Barack Obama en matière de politique internationale. Rien n'est oublié pour souligner les erreurs d'appréciations, les occasions manquées, le manque de préparation ou d'analyse de l'administration Bush au sujet des grands problèmes internationaux que sont l'Iran, l'Iraq, l'Afghanistan, le Pakistan, la Corée du Nord ou encore la Chine. L'auteur relie ainsi les nombreux défis actuels soulevés aux égarements et à l'aveuglement de la présidence Bush : le chantage nucléaire de Téhéran et de Pyongyang, le double jeu pakistanais sur les Talibans et, enfin, la montée en puissance économique et politique de la Chine. L'ensemble permet dès lors d'avoir une vision rétrospective et prospective de la politique étrangère américaine à un moment charnière de son histoire.

La puissance et le modèle américain en question

- R. ART, *America's Grand Strategy and World Politics*, Routledge, 2009, 400 p.

Cet ouvrage est un recueil d'essais sur le renouveau de la puissance et de la politique étrangère américaines depuis la fin de la Guerre froide et même, plus précisément, depuis le 11 septembre. L'auteur traite ainsi des sujets majeurs et des grandes problématiques de la diplomatie américaine : utilisation de la force, équilibre des puissances, intérêt de la puissance militaire, dissuasion nucléaire, rôle de l'OTAN, montée en puissance de la Chine ou encore relation entre les Etats-Unis et l'Europe. Le fil directeur du livre est la défense d'une « *grande stratégie* » américaine, comprise d'un point de vue théorique et historique, qui permettrait de renouer avec les vertus de la puissance.

- D. P. CALLEO, *Follies of Power : America's Unipolar Fantasy*, Cambridge University Press, 2009, 188 p.

David Calleo soutient ici la thèse selon laquelle les Etats-Unis, durant les deux dernières décennies, ont été aveuglés par une vision géopolitique unipolaire. Selon cette conception, ils ont agi comme l'unique puissance mondiale sans prendre en compte les changements intervenus dans l'ordre international depuis la fin de la Guerre froide, notamment l'émergence de nouvelles puissances et, surtout, les résistances des autres Etats qui, au contraire, mettent en avant les concepts de multilatéralisme et de coopération. L'ouvrage traite ainsi largement de la nature, de la légitimité, des limites et du paroxysme de la puissance américaine. Enfin, dans une vision prospective, l'auteur fait une comparaison des systèmes fédéraux de la « *vieille Amérique* » et de la « *nouvelle Europe* » en tant que modèle de gouvernance.

- F. CLEMENCEAU / J. FITCHETT, *Vivre avec les Américains*, L'Archipel, 2009, 298 p.

Cette étude est un portrait à multiples facettes de la « *nouvelle Amérique* ». L'auteur a effectué un important travail d'observation en sillonnant les Etats-Unis depuis six ans. Il montre quels changements profonds sont à l'œuvre dans la politique et la sociologie américaine entre l'ère G. W. Bush et celle d'Obama. Dans cette optique, les grands thèmes classiques sont abordés : la peine de mort, la question de l'immigration, l'obésité, le mythe et le fétichisme de l'automobile, le féminisme, la religion, le rapport à la guerre et à la valeur patrie. Le rêve américain, bien qu'en permanente adaptation, est ainsi loin d'être mort.

- D. ERMITAGE, *Du nouveau monde à l'Amérique d'Obama*, L'Atalante, 2009, 256 p.

Cet ouvrage, publié aux Etats-Unis en 2007 sous la présidence de G. W. Bush, a suscité une importante polémique, notamment de la part de l'aile néo-conservatrice qui le considère comme « *une tentative de révision à charge* » de l'histoire politique américaine. L'auteur,

professeur des idées politiques à Harvard, y développe la théorie selon laquelle les Etats-Unis sont devenus un empire « *malgré eux* ». Pour étayer cette approche originale, D. Ermitage fait une analyse approfondie de la Déclaration d'indépendance de 1776, en montrant que cette dernière est moins une déclaration sur les droits et libertés individuelles qu'un acte politique fondateur de résistance à un empire. L'exception politique américaine est donc un leurre, une fiction. C'est pour l'auteur une manière de « *désidéologiser* » l'histoire des Etats-Unis en en faisant une nation ordinaire. Le parallèle est, de plus, souvent fait avec la nouvelle posture d'humilité de l'administration Obama. Comment aujourd'hui présider un empire qui se veut empire malgré lui ?

- P. JORION, *La Crise du capitalisme américain*, Editions du Croquant, 2009, 270 p.

Paul Jorion fut un des premiers à prédire et analyser la « *faillite de l'économie américaine* ». Cet ouvrage est une réédition du livre rebaptisé par l'éditeur *Vers la crise du capitalisme américain ?* et paru en 2007, six mois avant le début de la crise. Il permet de comprendre comment s'est faite la remise en cause du modèle économique américain à partir de la crise des *subprimes*. L'auteur fait un portrait pessimiste d'une Amérique sombrant dans le surendettement, à l'origine d'une bulle immobilière gigantesque. Il décrypte les mécanismes sociaux, économiques et financiers de cette « *dérégulation du capitalisme* » rendue possible par les investissements chinois et la baisse des taux d'intérêt. L'originalité de l'ouvrage réside moins dans la description des mécanismes à l'origine de la crise (titrisation, prêts interbancaires...) que dans l'analyse et la critique globale d'un modèle économique qui, selon l'auteur, doit être repensé.

- P. KRUGMAN, *L'Amérique que nous voulons*, Flammarion, Champs, 2009, 475 p.

Paul Krugman, prix Nobel d'économie, livre ici un ouvrage ambitieux retraçant un siècle d'histoire économique, politique et sociale de l'Amérique. Avec pour référence constante le président Roosevelt, il fait le bilan critique du conservatisme et dessine un programme économique fondé sur la justice sociale et les valeurs libérales. Il insiste ainsi principalement sur la question des inégalités sociales et le pouvoir politique, la bataille idéologique des néo-conservateurs et la montée des hauts revenus, l'intervention accrue de l'Etat et le remodelage des mouvements syndicaux, mais aussi surtout sur le besoin vital d'instaurer un système d'assurance maladie universelle. La démonstration est enfin un véritable manifeste en faveur de la tradition politique libérale et progressiste – l'ouvrage ne s'intitulait-il pas *The Conscience of a Liberal* à l'origine ? – et, *in fine*, de la mise en œuvre d'« *un nouveau New Deal* ».

- S. MOUHOUBI, *La Fin de l'unilatéralisme américain ?*, L'Harmattan, 2009, 244 p.

Selon Salah Mouhoubi, la société internationale est marquée depuis la fin de la Guerre froide par « *l'apparition et l'affirmation brutale d'un unilatéralisme américain* ». Dans une perspective historique, l'auteur montre que cet unilatéralisme est le fruit à la fois d'une stratégie consciente et volontaire de puissance de la part des Etats-Unis, mais aussi d'une position de relative faiblesse, voire de renoncement, de la part du reste du monde, principalement l'Union européenne et la Chine. L'auteur pointe ainsi les dysfonctionnements et les dérives du système inégalitaire à l'origine de violences et de tensions. Il plaide donc contre l'unilatéralisme comme mode de régulation de la société internationale en prônant, au contraire, un mode de gouvernance multipolaire et régionale pour servir la paix et la sécurité.

- P. SANDS, *Tortures made in USA, méthodes et techniques secrètes*, Music and Entertainment Books, 2009, 288 p.

Philippe Sands, juriste de droit international, décrit en détail dans ce livre comment le 11 septembre et la déclaration de guerre au terrorisme ont eu pour effet de modifier radicalement les techniques d'interrogatoires à Guantanamo puis à Abou Ghraïb. Les Etats-Unis ont violé la loi et permis la légalisation de véritables actes de torture dans un cadre généralisé, soit au sein de l'armée, soit au sein des services de renseignement. L'originalité de l'ouvrage réside dans la description minutieuse faite par l'auteur des mécanismes juridiques et du processus administratif qui ont permis cette légalisation. L'ensemble est illustré par des reproductions de notes classées « secret défense », d'une chronologie des événements et d'une liste des principaux protagonistes de ce processus.

CRISE ECONOMIQUE ET MONDIALISATION

Les ouvrages présentés dans cette chronique traitent de la crise économique qui a éclaté en 2008 et à ses conséquences. La crise et sa gestion ont en effet été un des sujets les plus traités cette année. Il est ainsi apparu nécessaire de faire le point sur les réactions auxquelles elle a donné lieu, ainsi qu'à ses divers modes de traitement. Parallèlement, la crise économique, si elle semble affecter surtout les pays occidentaux – d'où un certain nombre de publications s'attardant sur ses effets en France, Allemagne, Royaume-Uni, Europe, Etats-Unis... –, n'a pas pour autant freiné le processus de mondialisation. Celui-là se poursuit et c'est pourquoi maints ouvrages ont également été consacrés à ses multiples facettes. Nous avons choisi de présenter ici la mondialisation dans tous ses aspects, autres que purement économique ou financier, ainsi que l'attestent les thèmes extrêmement divers recensés.

Les réactions face à la crise économique et financière de 2008 et ses conséquences

- P. ARTUS / A. GARATTI, *Pourquoi l'Angleterre a perdu : la faillite d'un modèle économique et social*, Perrin, 2009, 254 p.

Les auteurs se proposent ici d'analyser pourquoi et comment l'Angleterre a vu s'écrouler son modèle économique et social avec la dernière crise financière de 2008. L'exigence de flexibilité et d'adaptabilité est perçue par les auteurs comme l'élément essentiel qui a été à la base de la croissance économique britannique de ces dernières années. En effet, le modèle Thatcher – encore pertinent sous Tony Blair – a conduit le Royaume-Uni à pratiquer une spécialisation productive risquée qui reposait sur deux piliers (finance et immobilier) qui se sont effondrés. Les inégalités (revenus, exclusion du marché du travail des « invalides », faibles retraites, échec révélateur du système de santé, etc.) en sont le corollaire. Ainsi, au final, il semblerait que le modèle soit mort avec la crise, mais surtout qu'il n'en reste aujourd'hui plus que les défauts alors que les avantages se sont envolés, ce qui conduit à conclure à sa dangerosité.

- P. ARTUS / M. P. VIRARD, *Est-il trop tard pour sauver l'Amérique ?*, La Découverte, 2009, 144 p.

Ce livre se veut une analyse sans concessions des défis nombreux auxquels doit faire face l'Amérique d'Obama. Fondamentalement, l'auteur en identifie trois. Il s'agit tout d'abord de redonner vie au mythe du « rêve américain », qui a perdu de sa crédibilité sous l'administration précédente. Il importe aussi gérer les conséquences et préparer la sortie

d'une crise qui n'est pas qu'économique, sociale et financière, mais qui impose également une rupture structurelle au pays pour pouvoir rebondir et retrouver la croissance malgré le poids exorbitant de la dette. Enfin, alors qu'il faut faire face aux ambitions chinoises et aux défis que pose la Chine, l'hypothèse d'un déclin américain n'est plus à exclure. C'est dans la conjonction périlleuse de ces trois défis que se situe le difficile pari de Barack Obama.

- P. MENTRE, *L'Allemagne et la France face à la crise financière*, Conseil d'analyse économique franco-allemand, 2009, 182 p.

Cet ouvrage est issu d'un rapport du Conseil d'analyse économique franco-allemand. L'auteur présente une chronologie très précise de la crise économique de 2008. Il revient sur ses prémisses, à partir de la crise des *subprimes* de l'été 2007. Puis, il décortique son extension progressive en avril 2008 et son accélération à partir de l'automne 2008. La présentation s'arrête début 2009 par un état des lieux de la crise, des enjeux et des réactions à l'œuvre. Tout au long de cette chronologie, l'auteur met en évidence les relations entre l'Allemagne et la France. Il fait le point sur les analyses développées face à la crise par les deux pays, plus ou moins communes selon les sujets. La concertation apparaît ainsi plus étroite en matière financière qu'économique. La réponse européenne à la crise a nécessité une entente franco-allemande préalable.

- J.-M. QUATREPOINT, *La Dernière Bulle : comment Wall Street a phagocyté Obama et a fabriqué une fausse reprise*, Mille et une nuits, 2009, 256 p.

L'auteur s'attache dans ce livre à retracer la façon dont, selon lui, la nouvelle administration Obama a été dès le départ investie par des personnalités (T. Geithner, H. Clinton, H. Paulson, B. Bernanke, etc.) proches des milieux d'affaires américains pour peser sur un Président jugé inexpérimenté et faire en sorte que la sortie de crise s'effectue conformément à leurs souhaits, d'où une véritable continuité sur le sujet entre l'administration Bush sortante et celle du nouveau Président. L'auteur passe au crible le rôle des lobbies, l'affaire Madoff, le sauvetage d'AIG et la faillite de Lehman Brothers. D'où une stratégie de sortie de crise qui passe par la punition de Detroit plutôt que de Wall Street et une relance massive par l'investissement, une offensive contre les paradis fiscaux. Parallèlement, l'auteur compare la situation outre-Atlantique avec celle de l'Europe, plus particulièrement de la France – où la pénurie de logements se fait toujours sentir –, tandis que la Chine développe une stratégie prudente et patiente pour mettre fin au règne de l'étalon dollar.

- G. VERHOFSTADT, *Sortir de la crise : comment l'Europe peut sauver le monde*, André Versaille Editeur / Actes Sud, 2009, 256 p.

L'auteur, ancien Premier ministre belge et personnalité reconnue pour son engagement en faveur de l'Europe, fait le point sur les causes de la crise, à savoir l'engrenage des marchés financiers dans une bulle spéculative sur l'immobilier américain. La crise tient aussi dans une rupture qui existerait entre la démocratie et les marchés financiers. D'où découlerait une impuissance de la politique face à la crise dont témoignerait l'avalanche de plans de relance aux résultats incertains, mais nécessaires. C'est pourquoi l'Europe doit assainir son secteur bancaire et mettre en place un nouveau *New Deal* à son échelle. L'auteur plaide pour que l'Européan se finance par le marché obligataire européen et que s'instaure enfin un gouvernement socio-économique européen efficace. La crise est donc pour l'Europe un moment de vérité, l'occasion de sortir de l'ombre et d'accroître son rôle sur le plan international, entre des Etats-Unis englués dans la crise et des pays émergents (Chine,

Inde) pas encore assez mûrs pour diriger le mouvement économique mondial. C'est le rôle que l'Europe se doit de tenir pour relancer l'économie mondiale.

L'état de la mondialisation face à la crise : solutions, enjeux mondiaux et religions

- O. BARTHALON / I. BIBAC / C. ERNST, *L'Euro, 10 ans après : un premier bilan à l'heure de la crise économique*, L'Harmattan, 2009, 278 p.

La monnaie unique européenne, l'euro, fête en 2009 ses dix ans. C'est l'occasion de tenter de tirer un premier bilan, d'autant plus que cet anniversaire coïncide avec une crise économique, financière et sociale qui confronte la monnaie européenne à sa première vraie crise systémique. Les auteurs rappellent d'abord les grandes étapes de la construction monétaire européenne. L'Union européenne à Vingt-Sept apparaît comme la première économie mondiale, alors que l'euro, monnaie stable, est en passe de devenir une véritable monnaie de réserve au même titre que le dollar. L'Europe est donc redevenue, avec l'euro, un acteur dominant sur le marché financier international, tant sur celui des emprunts que des actions. D'où des conséquences au final, dix ans plus tard, très favorables pour l'Europe et la France en particulier, en dépit de nombreuses difficultés. Avec la crise économique et financière, l'euro semble avoir encore gagné en attractivité.

- A. BAUER / X. RAUFER, *La Face noire de la mondialisation*, CNRS, Paris, 2009, 112 p.

Par ce petit ouvrage accessible, ces deux criminologues ont décidé d'alerter le lecteur sur le côté obscur de la mondialisation. Pour ce faire, ils commencent par dresser un diagnostic des périls criminels qui sévissent dans le monde actuel. Mettant en avant la fragmentation auquel celui-là doit faire face, ils en déduisent les périls endogènes au phénomène de mondialisation. La guerre est ainsi devenue au XXI^e siècle un phénomène social totalement neuf : les menaces proviennent des mégapoles anarchiques du Sud, des organisations criminelles hybrides, entre terrorisme et crime organisé (mafias, milices, gangs...) et des nombreux flux illicites, véritable face noire de la mondialisation. Pour les contrer, les auteurs proposent des pistes de réflexion et d'action.

- G. CAUSSE-BROQUET, *La Finance islamique*, Edition Revue de la banque, 2009, 224 p.

Cet ouvrage se propose de présenter la finance islamique comme un système financier à part entière, s'appuyant sur une théorie économique qui s'est elle-même construite sur les principales règles issues de la *Charia*. Il commence par évoquer le contexte de la finance islamique (histoire, fondements de la théorie économique islamique, principes et sources juridiques, droit islamique des contrats, institutions financières islamiques), puis ses principaux produits financiers. La pertinence de l'environnement financier conventionnel des banques islamiques est étudiée de même qu'est décrit leur mode d'organisation, de fonctionnement et de *management*. D'où la mise en perspective à la fois des difficultés auxquelles elles doivent faire face, mais aussi des possibles axes de développement futurs. Si, au final, après quelques décennies d'existence, les banques islamiques semblent avoir montré leur viabilité, la question se pose de savoir si elles ont répondu à leur mission initiale.

- J. FONTANEL / L. BENSACHEL / B. CORVAISIER-DROUART, *Les Organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire*, L'Harmattan, Paris, 2009, 452 p.

Les auteurs dressent une carte des ONG dans le monde d'aujourd'hui. Ils commencent par les présenter comme un acteur important sur la scène internationale. Puis, à travers de nombreux exemples, ils esquissent une typologie des ONG selon leurs objectifs.

Ainsi, ils distinguent celles à vocation « humanitaire » dans les situations de conflits militaires et de violences politiques (le CICR, MSF, MDM, Handicap international, Amnesty international, etc.), les acteurs de la mondialisation économique (Max Havelaar, ATTAC, le CIO, la FIFA, etc.), les ONG de l'écologie, de défense de la nature et de promotion de l'avenir de l'humanité dans le respect des valeurs durables du développement (Terre des hommes, Greenpeace, le WWF, etc.) et les organisations caritatives de lutte contre la pauvreté et pour la dignité de l'homme (Armée du Salut, Caritas Internationalis, Secours catholique, Secours populaire français, OXFAM, CARE, etc.). Enfin, cette typologie des ONG conduit les auteurs, une fois passées en revue les critiques et les contestations de leur action, à penser qu'elles œuvrent chacune à l'éveil d'un monde plus solidaire et plus juste, où l'homme et l'humain seraient au cœur de la mondialisation.

- M. HOTYAT / J. P. AMAT / G. BENEST, *Mondialisation et environnement*, Ellipses, 2009, 240 p.

Partant du constat que, face à la mondialisation économique, la nature est, elle, véritablement mondiale, les auteurs s'interrogent sur le lien et les rapports entre les deux concepts de mondialisation et d'environnement. L'environnement est ainsi replacé dans son système (l'écosystème) et son échelle (spatio-temporelle) propres. Puis, les effets de la mondialisation sur l'environnement sont mis en avant (épuisement des ressources naturelles, itération planétaire de phénomènes locaux...), avant que soient évoqués l'avenir et les réponses à apporter aux problèmes environnementaux. Une mise en perspective de la notion de risque dans l'espace et le temps propres de l'environnement débouche sur la distinction et la question du choix entre développement durable ou soutenable.

- C. JAFFRELOT / C. LEQUESNE (dir.), *L'Enjeu mondial : les migrations*, Presses de Sciences Po, 2009, 312 p.

Issu d'une coopération de plusieurs spécialistes de la question des migrations au sein du CERI, cet ouvrage se propose de donner une analyse du phénomène migratoire sous toutes ses formes. Les auteurs présentent d'abord une vision de ce phénomène dans sa globalité et ses implications, puis abordent les migrations intérieures (exode rural), entre libre circulation (Union européenne) et déportations (Chine, Russie). Ils s'intéressent ensuite plus particulièrement au Sud, vécu comme une terre de migrations, en grande partie Sud-Sud, et se penchent également sur le Nord, tiraillé entre rejet politique ou idéologique des migrants et intégration nécessaire de ces derniers (Etats-Unis, Japon, Union européenne, Royaume-Uni, France). Avant de plaider pour une gouvernance mondiale des questions migratoires, les auteurs s'interrogent sur l'utilité des diasporas dans le monde (à travers les cas des Chinois, des Indiens, des Marocains ou bien encore des Philippins), tiraillées entre cyber-monde, aide au retour et co-développement.

- E. JOUINI / O. PASTRE, *La Finance islamique : une solution à la crise ?*, Economica, 2009, 128 p.

La finance islamique est ici envisagée avant tout comme un moyen de sortir de la crise financière et en même temps de se prémunir à l'avenir des risques qui ont entraîné la crise actuelle. Pour ce faire, les auteurs commencent par faire un point historique sur la finance islamique et en profitent pour dissiper quelques clichés et stéréotypes à son sujet, comme le financement du terrorisme ou la promotion du communautarisme. Puis, afin d'avancer des propositions pour faire de la Bourse de Paris et de la France un acteur-clef de la finance islamique dans le monde, les auteurs comparent la France à d'autres places financières ayant déjà commencé à intégrer ce type de finance, comme la Suisse, le Luxembourg, l'Allemagne, le Japon, Singapour ou Hong Kong. La City de Londres est certes

vue comme une pionnière, mais qui n'exercerait qu'un leadership de façade ; face à elle, la place de Paris pourrait prendre toute sa place.

- M. LAFOURCADE, *L'Eglise, une autre idée de la mondialisation*, Editions de l'Oeuvre, 2009, 240 p.

L'auteur part de l'idée que l'Eglise catholique promeut une autre mondialisation à travers ses discours, ses actes, ses hommes. Elle commence par dresser un tableau sans concession d'une mondialisation sans boussole ni repère. Dans ce contexte, l'Eglise prend part au débat sur la mondialisation à travers sa doctrine sociale tournée vers l'amélioration du sort des plus pauvres. Si elle a soutenu au sortir de la Seconde Guerre mondiale l'idée d'une plus grande ouverture du monde en prônant par exemple la fin du protectionnisme, elle est depuis longtemps devenue un des adversaires les plus farouches de la mondialisation dans sa forme actuelle. Pour ce faire, elle dispose de relais efficaces sur tous les continents (nonces apostoliques, hiérarchie catholique, fidèles et laïcs de plus en plus organisés), sauf en Europe, où elle est devenue presque inaudible. Cette force de frappe diplomatique et morale lui permet en tout cas d'imposer ses vues et idées lors des conférences internationales ou, au moins, de faire entendre sa voix.

CHRONIQUE DES REVUES 2009

Cette chronique s'appuie sur le corpus suivant :

Critique internationale
Foreign Affairs
Géoeconomie
Hérodote
International Organization
International Security
Politique étrangère
Politique internationale
Questions internationales
Relations internationales
Revue d'histoire diplomatique
Revue internationale et stratégique
Survival

Pour l'ensemble de ces périodiques, l'objectif fixé est de dégager quelques thèmes majeurs, représentatifs de l'année écoulée, et de présenter brièvement une sélection d'articles qui les abordent. Des contributions tirées de revues généralistes (comme *Commentaire*, *Le Débat*, *Esprit*) ou de magazines (*Foreign Policy*) ont parfois été retenues du fait de leur intérêt.

Les rubriques retenues sont les suivantes :

- Le changement climatique en question
- La crise économique
- La nouvelle donne aux Etats-Unis

Le changement climatique en question

Le thème du changement climatique a mobilisé l'attention de nombreux auteurs, dans les revues francophones comme anglophones. Alors que l'année a été marquée par la préparation de la Conférence de Copenhague de décembre 2009, qui devait contribuer à définir les orientations de la lutte contre les changements climatiques à l'horizon 2012, les analyses se sont concentrées sur les manifestations, les conséquences et les réactions internationales face aux bouleversements du climat.

Numéros spéciaux

- « Le climat : risques et débats », *Questions internationales*, n°38, juillet-août 2009, pp. 4-90

Les contributions des auteurs de ce dossier permettent de dresser un tableau d'ensemble des enjeux liés au thème du changement climatique. Les premiers articles se penchent sur la nature des bouleversements en cours et leur effet potentiel sur l'environnement, sur le mode de vie des hommes et sur les relations internationales. Puis, les articles se penchent sur les réponses apportées par le concert international : négociations politiques sous l'égide des Nations Unies, formation d'un régime juridique international.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : S. HALLEGATE / D. THERY, « Les risques encourus, les adaptations envisageables » ; B. LEGUET / C. DE PERTHUIS, « De

la prise de conscience scientifique à l'action politique internationale » ; L. BOISSON DE CHAZOURNES, « La naissance d'un régime juridique international de protection du climat ».

Relations internationales et changement climatique

- I. AJALA / U. LUTERBACHER, « Le changement climatique, le Protocole de Kyoto et les relations transatlantiques », *Politique étrangère*, 2009/1, pp. 103-116

Les politiques des Etats-Unis et des Etats de l'Union européenne diffèrent en matière de changement climatique, divergences renforcées depuis mars 2001, lorsque l'administration Bush s'est opposée au Protocole de Kyoto. Chaque pays définit ses positions en fonction de stratégies économiques ou de traditions historiques d'utilisation des ressources énergétiques. Les Etats européens parviennent à adopter des mesures concrètes dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, malgré le manque de position commune. Il semble au contraire que les Etats-Unis ne participeront au régime multilatéral que si leurs intérêts économiques et industriels majeurs sont satisfaits.

- M. B. BATTIG / T. BERNAUER, « National institutions and global public goods : are democracies more cooperative in climate change policy ? », *International Organization*, vol. LXIII, n°2, avril 2009, pp. 281-308.

En se fondant sur de nouvelles données sur la coopération internationale contre le réchauffement climatique, données qui prennent notamment en compte le comportement de 185 Etats depuis 1990, les auteurs montrent que les démocraties se positionnent davantage que d'autres régimes politiques dans ce domaine et participent plus intensément à la production normative. Pour autant, l'engagement des démocraties dans la réduction réelle des émissions nocives, en particulier dans le secteur des transports, est bien plus ambiguë et récente. En définitive, il n'est pas raisonnable de voir dans la mobilisation croissante des démocraties une garantie pour l'avancée décisive de la lutte contre le réchauffement climatique.

- F. GALLAND, « L'eau, un problème stratégique pour le nord du Chili », *Géoéconomie*, n°49, printemps 2009, pp. 95-102, et « L'importance stratégique de l'eau », *Géoéconomie*, n°50, été 2009, pp. 101-110

Dans ces deux articles, l'auteur, directeur de la sûreté de Suez Environnement et spécialiste de la question de l'eau, fait le point sur les tensions qui risquent de menacer la stabilité de plusieurs régions du monde en raison de la raréfaction des ressources aquatiques. Le différend entre le Chili et la Bolivie portant sur les eaux de la Silala et présenté dans le premier article illustre ce phénomène. L'eau devient un véritable enjeu de sécurité collective. Dans ce contexte, l'action des Etats-Unis dans la prévention des conflits liés à l'eau et le rôle des industries seront des facteurs déterminants.

- P. HERMAN JR / G. TREVERTON, « The political consequences of climate change », *Survival*, vol. LI, n°2, avril-mai 2009, pp. 137-148

Les conséquences politiques des changements climatiques en cours sont multiformes, indirectes, subtiles et parfois contradictoires. Les bouleversements physiques de l'environnement provoqués par l'évolution du climat pourraient provoquer des compétitions pour l'accès aux ressources et bouleverser les prix des matières premières. Ils pourraient aussi susciter des déplacements de populations importants et ainsi transformer les équilibres

politiques de certaines régions. Enfin, les discussions en cours sur la question vont contribuer à façonner les grands équilibres de la scène internationale.

Manifestations et réactions

- E. ALBEROLA / E. FAGES, « De Kyoto à Copenhague, l'expansion des marchés du carbone », *Géoéconomie*, n°51, automne 2009, pp. 63-75

Cet article analyse la mise en place des marchés du carbone, qui constituent l'un des principaux instruments de la politique internationale de lutte contre le changement climatique instaurée par le Protocole de Kyoto, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'Union européenne a été un acteur-clé dans le développement de ces marchés du carbone en lançant son système d'échanges de quotas en 2005. Cette expansion est appelée à se poursuivre au-delà de 2012, mais elle sera fortement influencée par les évolutions de la politique climatique internationale. C'est l'un des enjeux de la Conférence de Copenhague de décembre 2009.

- P. DOBRIANSKY / V. TUREKIAN, « Climate change and Copenhagen : many paths forward », *Survival*, vol. LI, n°6, décembre 2009-janvier 2010, pp. 21-28

Pendant les douze années qui ont suivi l'adoption du Protocole de Kyoto, la question du changement climatique a été l'objet de nombreuses initiatives conduites en parallèle aux négociations internationales tenues sous l'égide de l'ONU. On doit ainsi noter le rôle des groupes multilatéraux comme le G8 ou le Conseil de l'Arctique. Des partenariats orientés vers l'action se sont aussi développés, comme le partenariat Asie-Pacifique sur le climat et le développement propre. Enfin, de nombreuses initiatives bilatérales, mais aussi issues de la société civile et du secteur privé, ont également permis de réaliser des avancées. Si le processus initié par les Nations Unies demeure central dans la lutte contre les changements climatiques, on ne doit pas négliger ces autres voies.

- M. A. LEVI, « Copenhagen's inconvenient truth », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVIII, n°5, septembre-octobre 2009, pp. 92-104

En décembre 2009, pas moins de 200 Etats devaient être représentés à la Conférence de Copenhague qui avait pour ambition de proposer une nouvelle convention internationale relative au changement climatique, douze ans après la conclusion du Protocole de Kyoto. Aujourd'hui, au vu de l'évolution de la position américaine sur le sujet, les pays en développement ne peuvent plus se cacher derrière les Etats-Unis pour ne pas assumer leurs réticences à un accord global. Pour autant, les perspectives de voir la Conférence réussir étaient très minces au moment de la rédaction de l'article. Au vu de l'opposition des différentes « lignes rouges » des participants, la négociation et la ratification d'un accord ambitieux étaient peu probables. Au surplus, les sanctions seraient mineures pour ceux qui s'en affranchiraient. Selon l'auteur, il n'est donc pas certain qu'une seule convention à vocation universelle soit bien la solution la plus appropriée.

- J. SEDDON WALLACK / V. RAMANATHAN, « The other climate changers », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVIII, n°5, septembre-octobre 2009, pp. 105-113.

La plupart des initiatives destinées à diminuer le réchauffement climatique se sont concentrées sur la réduction des émissions de gaz carbonique. Selon les auteurs, il s'agit d'un choix justifié à long terme car il vise les principales causes du changement observé. Néanmoins, à court terme, il pourrait être utile de compléter ces efforts par une mobilisation

contre d'autres polluants. Par exemple, le *black carbon* (apparenté à de la suie), obtenu en particulier à partir de résidus de la combustion de biomasse, est très nocif et n'a pas fait l'objet d'une lutte intensive. Celle-là ne serait pourtant pas très onéreuse et présenterait des résultats qu'on aurait tort de négliger.

La crise économique

Dans le contexte actuel de difficultés économiques liées à la crise financière survenue à la fin de l'année 2008, les publications sur ce sujet n'ont pas manqué. Les revues recensées se sont intéressées aux multiples aspects de la crise en essayant de la comprendre afin d'apporter des éléments de réponse. Tout en la replaçant dans une large perspective historique – grâce aux comparaisons avec les crises des années 1930 et 1990 notamment –, les articles retenus analysent les origines de la crise et partagent largement l'idée selon laquelle elle est d'une nature inédite. De nombreuses interrogations sont soulevées, parmi lesquelles l'éventualité et la nécessité de l'avènement d'un nouveau modèle de régulation économique et sociale. Alors que les gouvernements sont incités à adopter rapidement des réformes novatrices et à privilégier la gouvernance mondiale, l'Union européenne occupe une place particulière et se doit de surmonter ses travers politiques afin de prendre des mesures tant unanimes qu'efficaces.

Numéros spéciaux

- « La crise : analyses et enjeux », *Politique étrangère*, 2009/1, pp. 11-57

Ce dossier s'interroge sur les causes de la crise financière et les failles du système financier international, liées aux pratiques sociales – notamment des pays occidentaux – qui tendent à pervertir le système. Les Etats doivent s'impliquer davantage dans la régulation économique et trouver des mécanismes et des instruments afin d'atténuer les conséquences de la crise, telles que l'inflation et la volatilité des prix, l'incertitude économique ou encore l'instabilité sociale. Alors que la mondialisation a permis la propagation de la crise à l'échelle mondiale, la nécessité d'inventer de nouvelles formes de gouvernance mondiale s'impose, tant sur les plans économique, monétaire et financier. Un article traite en particulier de la réponse institutionnelle de l'Union européenne.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : M. CRAPEZ, « Crise financière, consensus et contrariétés » ; P. DE SCHOUTHEETE, « La crise et la gouvernance européenne » ; K. DERSIS, « La crise économique mondiale : enjeux et réformes » ; A. LEVY-LANG, « Globalisation, crise financière et gouvernance mondiale ».

- « Europe : la bonne échelle pour répondre à la crise ? », *Esprit*, n°6, juin 2009, pp. 120-154

La crise met l'Union européenne à l'épreuve en révélant les faiblesses de la construction européenne. Si la situation actuelle permet de comprendre que le projet européen requiert davantage de légitimité politique, l'Union européenne dispose d'atouts certains pour répondre à la crise. Ainsi, sans les outils de concertation politique et de régulation économique – au premier rang desquels l'euro –, l'Europe aurait certainement adopté des plans de relance beaucoup moins ambitieux. Cependant, le principal obstacle de l'Europe reste toujours l'Europe elle-même, qui ne parvient pas à parler d'une seule voix et à s'imposer sur la scène internationale. Il est donc nécessaire d'accroître le rôle du Parlement européen en vue de redonner une dimension politique aux choix européens.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : N. GNESOTTO, « L'Europe : anomalie ou nécessité ? » ; T. PADOA-SCHIOPPA, « Face à la crise, quelle pertinence pour l'Union européenne ? » ; O. FERRAND, « L'Europe contre l'Europe » ; N. GNESOTTO / M.-O. PADIS, « Vouloir l'Europe politique. Entretien avec Bruno Le Maire ».

- « Les contrecoups de la crise », *Esprit*, n° 11, novembre 2009, pp. 5-189

Ce long dossier regroupant une quinzaine d'articles s'articule autour de quatre axes principaux. Le premier s'intéresse au caractère inédit de la crise, qui est davantage structurelle – puisqu'elle implique de repenser le modèle de croissance – que conjoncturelle. Après étude des causes de la crise économique, ainsi que de ses conséquences à court, moyen et long termes, il est patent que la crise ne se limite pas à la sphère financière, mais a également des répercussions politiques. Une série d'articles s'interroge ensuite sur le bien-fondé de la doctrine économique comme grille d'analyse, qui serait devenue trop limitée dans le contexte actuel. Le troisième axe souligne la dimension écologique de la crise, dimension qu'il faudrait intégrer dans les réponses institutionnelles. Enfin, la crise a montré que la mondialisation rendait toutes les économies interdépendantes et que les solutions seront donc à trouver à l'échelle globale – le cadre du G20 semblant le plus adapté –, peut-être en définissant un nouveau modèle de développement qui prendrait en considération tant la question sociale que l'impératif environnemental. Le dossier accorde également une place particulière à l'étude de l'impact de la crise dans trois pays (la Chine, l'Inde et la Russie).

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : O. MONGIN / M.-O. PADIS, « Introduction : une crise qui n'est pas seulement économique » ; E. LAURENT, « Ni péripétie, ni cataclysme » ; R. BOYER, « Transformations et diversités du capitalisme (entretien) » ; M. AGLIETTA / A. LIPIETZ, « A la recherche d'un modèle de croissance (entretiens) » ; C. CHAVAGNEUX, « Le G20 s'attaque à la régulation financière » ; M. MARIAN, « Europe : le choc de la crise frappe la gauche plus que la droite ».

- « Mondialisation et crises financières », *Questions internationales*, n°34, novembre-décembre 2008, pp. 4-81

Les contributions de ce dossier de *Questions internationales* paru à la fin de 2008 reviennent sur le contexte dans lequel la crise est née et s'est propagée, en analysant l'état du système monétaire international et en détaillant la manière dont la crise des *subprimes*, initialement limitée aux Etats-Unis, a fait sentir ses effets dans le monde entier. La crise bancaire a révélé les faiblesses d'une économie fondée sur l'endettement. Puis, sous l'effet de l'interdépendance induite par la mondialisation, le choc s'est répercuté dans les autres économies. Plusieurs articles reviennent également sur la nécessité de réformer la gouvernance du capitalisme international. Enfin, le dossier est complété par des encadrés qui font la lumière sur le fonctionnement du système financier international.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : C. GUILLAUMIN / D. PLIHON, « Les transformations du système monétaire international » ; O. PASTRE, « La crise des *subprimes* et ses conséquences » ; G. CAPPELLE-BLANCARD / J. COUPPEY-SOUBEYRAN, « L'intégration des marchés boursiers » ; P. D'ARVISENET, « D'une dynamique vertueuse à une montée des risques »

Perspectives historiques

- P.-N. GIRAUD, « 1929-1990-2008 : les leçons des crises passées face à la crise actuelle », *Politique étrangère*, 2009/2, pp. 367-376

Si la crise actuelle est spécifique, des leçons peuvent être tirées des crises passées – celle de 1929 et la crise japonaise des années 1990 – dans les domaines de la politique intérieure et de la coordination internationale. C'est dans le premier secteur que l'apprentissage a été le plus grand, puisque les menaces de crises systémiques sont désormais prises au sérieux. Les acteurs connaissent les mesures à prendre : purge du système financier, injection de liquidités et relance budgétaire. En matière de coordination des politiques économiques des grands acteurs, les enjeux et les solutions sont moins maîtrisés, même si la création du G20 est un réel progrès. Il faudrait en effet réformer le système financier et élaborer un cadre réglementaire minimum de la finance internationale.

- O. GUEZ, « Un désastre prévisible. Entretien avec Niall Ferguson », *Politique internationale*, n°123, printemps 2009, pp. 97-111

L'économiste et historien britannique, qui a été parmi les rares à tirer la sonnette d'alarme il y a quelques années, analyse la crise économique et financière dans une perspective à long terme. Cette crise est peu comparable à celle des années 1930 ou aux récessions précédentes, compte tenu de son ampleur, de ses causes et de sa dimension internationale. Ce n'est pas la dette publique excessive qui a déclenché la crise, mais plutôt la dette privée démesurée – des ménages et des banques. Les solutions traditionnelles – en particulier keynésiennes – risquent de ne pas être suffisantes et les conséquences de cette crise conduiront sûrement à repenser notre mode de vie, notamment en termes de consommation.

- J. SAPIR, « Fin d'un cycle de mondialisation et nouveaux enjeux économiques », *Revue internationale et stratégique*, n°72, 2008/4, pp. 93-108

Cet article, écrit à la fin de 2008, détaille les mécanismes de la crise financière et son impact international. Cette crise est celle de la mondialisation néolibérale impulsée par les Etats-Unis. La crise financière a frappé l'économie d'endettement américaine et s'est rapidement répandue au-delà de ses frontières, à la faveur de la déréglementation. En réponse, on a assisté au retour de l'Etat comme acteur économique majeur. La question de la nécessité d'un nouveau « Bretton-Woods » pour réformer le système monétaire et financier mondial est ouvertement posée.

Origines et identités

- E. JONES, « The euro and the financial crisis », *Survival*, vol. LI, n°2, avril–mai 2009, pp. 41-54

La crise financière a mis la monnaie européenne en difficulté. Les différences de coût du travail et de compétitivité entre les économies de la zone euro sont problématiques, dans la mesure où chaque pays pris individuellement a perdu le contrôle de sa politique monétaire avec la monnaie unique. Toutefois, en observant l'évolution de certaines des économies qui ne font pas partie de la zone euro (notamment la Grande-Bretagne, l'Islande et la Suède), il apparaît que la participation à l'euro a en fait permis d'atténuer certains des effets de la crise pour les pays participants.

- H. LEPAGE, « Crise financière : l'autre histoire », *Politique internationale*, n°122, hiver 2009, pp. 111-128

La crise actuelle s'explique par la mondialisation, la déréglementation et l'innovation financière permises par le libéralisme économique. L'économie de marché capitaliste, qui est peu réglementée car censée s'auto-réguler, tend, selon l'auteur, vers l'excès, la fraude, les dysfonctionnements financiers et, à long terme, vers le crash, faute d'une régulation suffisante. La crise actuelle est la conséquence non seulement de l'échec massif d'une économie de marché, mais surtout de l'excès de réglementation du marché immobilier américain, qui a été corrompu par l'ambition et les pratiques politiques irrationnelles.

- H. LEPAGE, « La force du marché. Entretien avec Gary Becker », *Politique internationale*, n°123, printemps 2009, pp. 133-146

Le prix Nobel d'économie de 1992 pense que cette crise, si elle ne sera pas aussi sérieuse que la Grande Dépression, sera tout de même longue et profonde. La plupart des responsabilités incombent à l'ancien président de la Fed, Alan Greenspan, et à sa politique de taux d'intérêt très faible ; ainsi qu'aux Chinois qui, en inondant le marché américain de liquidités, ont alimenté la bulle financière et immobilière. Gary Becker s'insurge contre la gestion erratique de la crise par les autorités américaines, mais reste optimiste sur le long terme : l'économie de marché triomphera car il n'existe pas de meilleur système.

- J.-H. LORENZI, « Une crise si profonde... », *Politique internationale*, n°122, hiver 2009, pp. 145-156.

Depuis le déclenchement de la crise financière, deux questions fondamentales méritent d'être posées : sommes-nous confrontés à une crise structurelle ? Cette crise est-elle intrinsèquement liée à la mondialisation – donc à un changement de l'équilibre des pouvoirs entre le monde développé et les économies émergentes ? La réponse à ces questions tient en quatre mots : « systémique » (gravité de cette crise), « liquidité » (les problèmes de liquidité ont déclenché la crise), « régulation » (nécessaire pour une organisation économique mondiale durable, avec de nouvelles formes de compromis et de nouvelles règles entre les grandes puissances économiques) et « relance » (condition nécessaire mais non suffisante pour tenter de résoudre cette crise, impliquant une intervention étatique).

Conséquences

- R. C. ALTMAN, « The great crash, 2008 », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVIII, n°1, janvier-février 2009, pp. 2-14, et « Globalization in retreat », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVIII, n°4, juillet-août 2009, pp. 2-7

Dans son premier article, l'auteur, ancien membre de l'administration Clinton, souligne combien l'effondrement économique de 2008 est sans précédent depuis 75 ans et constitue certainement un handicap majeur pour les puissances occidentales dans leurs différentes prétentions au regard des relations internationales. En effet, la crise économique prive les Etats-Unis comme les Etats européens des capacités matérielles ou de la crédibilité nécessaires à l'exercice d'un réel leadership. Ces conséquences ne sont pas irréversibles mais elles seraient un indice supplémentaire de l'affaiblissement de l'Ouest dans le monde contemporain, que l'élection de Barack Obama ne peut masquer. Si le recours aux institutions internationales ne peut être une solution idéale tant les attentes de l'Ouest et du reste du monde divergent, au moins faut-il que les puissances occidentales réforment certaines des plus utiles actuellement, comme le FMI ou le G8. Dans le second article

recensé ici, l'auteur poursuit sa démonstration en insistant sur la remise en cause des croyances en les bienfaits de la mondialisation. A la suite de la crise économique, les Etats-Unis se voient accusés d'avoir diffusé un modèle nocif. Pour autant, il existe plusieurs possibilités de redonner confiance dans les échanges économiques. Le retour de quelques réglementations ainsi que l'exemplarité des comportements de Pékin, Londres ou Washington figurent parmi les clefs envisagées.

- I. BREMMER / R. JOHNSTON, « The rise and fall of resource nationalism », *Survival*, vol. LI, n°2, avril-mai 2009, pp. 149-158

En examinant les exemples de la Russie et du Venezuela, cet article se penche sur les conséquences de la crise économique actuelle sur les politiques nationalistes de contrôle des ressources. Dans ces deux Etats, les gouvernements ont mené des politiques visant à réaffirmer le contrôle national sur les ressources énergétiques, par la voie de nationalisations ou la création de grandes sociétés énergétiques contrôlées par l'Etat. Dans un contexte de baisse importante et peut-être durable des prix de l'énergie, ces politiques sont appelées à être remises en cause. Cela risque de causer des bouleversements economico-politiques importants dans plusieurs régions du monde.

- A. HYAFIL, « La crise économique et financière : conséquences sur les grands équilibres et les prix de l'énergie », *Géoéconomie*, n°51, automne 2009, pp. 103-117

Si la crise actuelle est bien financière, il faut néanmoins en chercher les origines dans l'économie réelle : l'apparition d'un marché du travail mondialisé a tiré les revenus des ménages à la baisse et accéléré l'endettement. L'auteur prône le maintien d'une économie d'endettement en Occident, à condition qu'elle soit soutenue par l'investissement public et non plus par l'endettement des ménages. La dépense publique aura une double influence sur l'évolution des prix de l'énergie : mécaniquement, en influant sur le rythme du retour à la croissance, et indirectement, en favorisant une diminution de l'intensité énergétique.

- A. MATTOO / A. SUBRAMANIAN, « From Doha to next Bretton Woods », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVIII, n°1, janvier-février 2009, pp. 15-27

Certains dirigeants comme le premier ministre britannique Gordon Brown ont pu insister en faveur de la reprise du Cycle de Doha, négociations multilatérales lancées en 2001 sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce. Cependant, le monde économique n'avait alors que peu de points communs avec celui de l'après-crise. Les institutions américaines étaient saines et respectées, la Chine n'était pas la puissance qu'elle est devenue, le prix du pétrole se situait encore à un niveau raisonnable et les « fonds souverains » n'avaient de sens que pour un cercle très restreint. Dès lors, les Etats devraient adopter un calendrier plus ambitieux, un nouveau Bretton Woods, une remise à plat de toutes les institutions internationales économiques.

- Y. MESSAROVITCH, « Face à la crise, accélérer les réformes. Entretien avec Christine Lagarde », *Politique internationale*, n°122, hiver 2009, pp. 97-109

La ministre française de l'Economie, tout en saluant les actions d'intervention rapides et coordonnées des principaux pays touchés par la crise, condamne fermement les excès du marché et critique sévèrement les banques, notamment américaines, qui ont « joué avec le feu ». Christine Lagarde prône une régulation et une réglementation plus efficaces du système et souhaite que les autorités politiques changent, de façon pragmatique, les règles du jeu, pour éviter que ce type de crise ne se reproduise.

La nouvelle donne aux Etats-unis

Les publications sur le rôle des Etats-Unis dans les relations internationales sont traditionnellement très présentes dans les revues ici recensées, qu'il s'agisse en particulier de la santé de l'économie américaine, des difficultés des aventures extérieures ou, plus généralement, des débats sur le déclin présumé ou au contraire la vitalité de la puissance américaine. Les dernières versions de cette chronique peuvent témoigner de la centralité des Etats-Unis comme objet d'étude. Cette année promettait de ne pas infirmer la tendance, alors que l'ère Bush s'achevait et qu'un nouveau Président charismatique et récent prix Nobel de la paix entrait en fonction. Entre interrogations sur la nouvelle orientation de la puissance américaine et critiques désormais habituelles de leurs engagements extérieurs, les articles sur les Etats-Unis ont été riches et stimulants.

Numéros spéciaux

- « L'Amérique d'Obama », *Hérodote*, n°132, 1^{er} trimestre 2009, 228 p.

Ce numéro d'*Hérodote* réalisé au début du mandat d'Obama permet de passer en revue certains des dossiers importants auxquels le Président américain doit s'atteler au plan international : réorientation de la politique étrangère américaine en général, lutte contre le terrorisme en Afghanistan et au Pakistan, grands équilibres au Moyen-Orient, sécurité des frontières. Ces grands dossiers sont bien sûr interdépendants. Ainsi, la gravité et la durée de la crise économique actuelle ont une influence sur les orientations de politique étrangère américaine, dans la mesure où elle est susceptible de fragiliser l'hégémonie du pays. Elle a en tout cas d'ores et déjà remis en cause le modèle économique porté par les Etats-Unis sur la scène internationale depuis plusieurs décennies.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : F. DOUZET, entretien avec P. MELANDRI, « Obama et le monde : vers une nouvelle politique étrangère ? » ; J.-L. RACINE, « Obama, la 'longue guerre' et la question afghano-pakistanaise » ; J.-L. SAMAAN, « Une inconnue sur l'agenda : l'administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient » ; R. NIETO GOMEZ, « L'énigme de la Homeland Security pour l'administration Obama : quel scénario pour la sécurité et l'administration des frontières ? ».

- « Les défis de la présidence Obama », *Questions internationales*, n°39, septembre-octobre 2009, pp. 4-91

Ce numéro de *Questions internationales* fait le point sur l'administration Obama, neuf mois après l'entrée en fonction du 44^e Président des Etats-Unis. Face aux attentes et aux espoirs importants suscités par l'élection de ce dernier, les défis sont nombreux en ce début de mandat. Le Président bénéficie d'un cadre politico-institutionnel favorable (soutien populaire et contrôle démocrate du Congrès), mais les chantiers sont importants : relever une économie mise à mal par la crise, réorienter la politique étrangère américaine, mener à bien les ambitieuses réformes de l'éducation et de la santé au plan interne. Le crédit exceptionnel – aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'étranger – accordé à Obama au début de son mandat devra être habilement utilisé pour répondre à ces défis.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : E. SULEIMAN, « Barack Obama : les attentes et les contraintes » ; J.-F. JAMET, « Des défis économiques considérables » ; Y. BOYER, « L'état des forces armées au début du mandat » ; J. SPEAR, « Politique étrangère : des défis aussi nombreux que complexes » ; A. DE HOOP SCHEFFER, « Le multilatéralisme américain : vers la redécouverte du pragmatisme ».

Orientation de la puissance américaine

- E. C. ECONOMY / A. SEGAL, « The G-2 Mirage », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVIII, n°3, mai-juin 2009, pp. 14-23.

L'administration Obama a mis moins d'un mois pour afficher ses ambitions au regard de la Chine. Les autorités américaines ont ainsi déclaré vouloir multiplier les coopérations avec l'Empire du milieu sur le plus grand nombre de sujets possibles. Comme le plaidait Zbigniew Brzezinski, les Etats-Unis semblent vouloir s'orienter vers le développement d'un G2, une alliance entre les puissances américaine et chinoise, sur des sujets aussi divers et importants que la crise financière, le changement climatique, la prolifération nucléaire, voire le conflit au Moyen-Orient. Toutefois, selon l'auteur, les projections faites sur ce bilatéralisme privilégié ne sont pas réalistes : les intérêts américains et chinois ne sont pas les mêmes et la reconnaissance de l'importance de la Chine ne peut effacer les désaccords sur la régulation des relations internationales.

- P. GOLUB, « La fin de la Pax Americana ? », *Revue internationale et stratégique*, n°72, 2008/4, pp. 141-150

Les Etats-Unis sont confrontés à une double remise en cause de leur hégémonie actuelle. Au plan politique, la légitimité de leur rôle d'arbitre de la scène internationale est contestée. Au plan économique, leur modèle financier reposant sur l'endettement s'est effondré avec la crise. L'auteur compare ces tendances avec les difficultés des années 1970, qui avaient suscité les thèses déclinistes d'auteurs comme Paul Kennedy ou Zbigniew Brzezinski. La crise actuelle marque bien le déclin de la *pax americana*, bien que les Etats-Unis demeurent une grande puissance.

- T. GOMART, « Washington-Moscou : la nouvelle donne », *Politique internationale*, n°123, printemps 2009, pp. 147-264

Les relations entre Washington et Moscou se sont détériorées sous l'administration Bush et la présidence de Poutine. Le président Obama considère désormais la Russie de Medvedev comme un partenaire indispensable, notamment dans le cadre de la résolution de crises géographiquement proches de la Russie : la question nucléaire en Iran, la pacification en Afghanistan et, plus globalement, la lutte contre la prolifération nucléaire.

- O. GUEZ, « Diplomatie américaine : le retour de la grande tradition. Entretien avec Richard Haass », *Politique internationale*, n°124, été 2009, pp. 315-327

Spécialiste de la politique étrangère américaine et ancien diplomate, Richard Haass analyse la stratégie internationale d'Obama après ses quelques mois au pouvoir. Il pense que le nouveau Président est un défenseur du multilatéralisme, qui privilégiera la diplomatie plutôt que d'utiliser la force. Les Etats-Unis devront trouver des partenaires pour résoudre la crise économique, faire face aux changements climatiques, inciter l'Iran et la Corée du Nord à abandonner leurs programmes nucléaires et stabiliser le Pakistan. Richard Haass est en revanche pessimiste quant à la résolution du conflit israélo-palestinien.

- J. JOFFE, « The default power », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVIII, n°5, septembre-octobre 2009, pp. 21-35

Depuis l'émergence de la puissance américaine, il est fréquent de parier sur son déclin, voire de le constater. Tous les dix ans environ, certains considèrent que les capacités

matérielles des Etats-Unis ou leur situation relative sur la scène internationale doivent conduire à la fin de leur domination. Si les années 1990 ne soulevaient pas ces interrogations, en revanche la fin de l'ère Bush voit les thèses déclinistes connaître une nouvelle vogue. Celles-là insistent désormais sur les déficits fiscaux chroniques des Etats-Unis ou sur le coût des opérations extérieures américaines et veulent constater en parallèle la montée du monde asiatique. Cependant, ces thèses récurrentes négligent la capacité d'adaptation et de rebond des Etats-Unis, qui conservent au surplus une marge d'avance considérable sur les plans économique, militaire, diplomatique ou culturel.

- C. A. KUPCHAN, « La géopolitique transatlantique : discordes et retrouvailles », *Politique étrangère*, 2009/1, pp. 73-85

Après les discordes transatlantiques liées à la politique de l'administration Bush – notamment lors de la crise iraquienne – et aux avancées de la construction européenne, les conditions d'un nouveau partenariat sont réunies. D'une part, le président Obama souhaite renforcer et rééquilibrer les relations transatlantiques. D'autre part, les changements institutionnels résultant du Traité de Lisbonne renforcent la politique étrangère européenne. Le renouveau des relations transatlantiques devra donc passer par l'élaboration d'une Europe puissante, que les Etats-Unis ont intérêt à soutenir.

- C. LAYNE, « The waning of US hegemony – Myth or reality ? », *International Security*, vol. XXXIV, été 2009, pp. 147-172

Les relations internationales seront à l'avenir marquées par la question de savoir si le système demeure unipolaire ou est désormais organisé autour de plusieurs pôles. En somme, les Etats-Unis parviendront-ils à maintenir leur primauté ou verront-ils d'autres acteurs – en particulier ceux du monde asiatique – venir contester leur position ? Quelles seraient les implications diplomatiques ou économiques d'un bouleversement de l'ordre mondial ? L'auteur évoque les nombreux débats académiques sur ces interrogations et passe en revue cinq ouvrages clefs sur le sujet (Stephen G. BROOKS / William C. WOHLFORTH, *World Out of Balance : International Relations and the Challenge of American Primacy* ; Parag KHANNA, *The Second World : Empires and Influence in the New Global Order* ; Kishore MAHBUBANI, *The New Asian Hemisphere : the Irresistible Shift of Global Power to the East* ; National Intelligence Council, *Global Trends 2025 : a Transformed World* ; Fareed ZAKARIA, *The Post-American World*).

- V. NIQUET, « Les Etats-Unis d'Obama face aux défis asiatiques », *Politique étrangère*, 2009/1, pp. 161-173

L'administration Bush, dont la priorité était la guerre contre le terrorisme, s'était désengagée de la région Asie. La crise risque de modifier la hiérarchie des puissances dans la région et l'arrivée de Barack Obama dans ce contexte invite Washington à repenser et à mettre en œuvre une stratégie asiatique multidimensionnelle et durable ? qui réponde aux attentes des principaux acteurs (la Chine, le Japon, l'Inde, la Corée du Nord et les organisations régionales). Cette politique aura des conséquences au-delà de la région, puisqu'elle influencera les relations sino-russe d'une part et transatlantiques d'autre part.

- S. SAGAN, « The case for no first use », *Survival*, vol. LI, n°3, juin-juillet 2009, pp. 163-182, et M. HALPERIN / B. TERTRAIS / K. PAYNE / K. SUBRAHMANYAM / S. SAGAN, « The case for no first use : an exchange », *Survival*, vol. LI, n°5, octobre-novembre 2009, pp. 17-46

Dans ces deux articles qui se répondent, plusieurs spécialistes débattent de l'opportunité, pour les Etats-Unis, d'adopter une doctrine renonçant explicitement à faire

usage en premier de ses armes nucléaires (« *no first use* »). Dans le premier article, Scott D. Sagan estime qu'une telle déclaration serait bénéfique pour les Etats-Unis en cela qu'elle contribuerait à la non-prolifération et permettrait une dissuasion crédible et mesurée. Dans le second article, cette thèse est remise en question par plusieurs spécialistes, qui estiment qu'une telle déclaration serait au mieux inutile et au pire préjudiciable aux intérêts et à la sécurité des Etats-Unis. Scott D. Sagan conclut par une réponse à ces objections.

Les fronts actuels

- A. COPPOLANI, « L'arc de crise selon Obama et ses conseillers », *Politique étrangère*, 2009/1, pp. 133-145

La politique internationale du président Obama, sans être en totale rupture avec les orientations précédentes, devrait amorcer des inflexions sur la gestion de l'arc de crise. Si la crise financière internationale, en réduisant les marges de manœuvre budgétaires, et l'opération « Plomb durci », en plaçant Obama dans un contexte de crise avant son investiture, sont des difficultés supplémentaires à surmonter, la nouvelle administration prévoit de créer une dynamique vertueuse, qui implique le désengagement en Iraq, un réaligement stratégique isolant l'Iran – et tentant de débloquer ainsi le dossier du nucléaire iranien – le Hamas et le Hezbollah, la paix entre Israël et la Syrie et, enfin, le règlement du conflit israélo-palestinien.

- D. DEUDNEY / G. IKENBERRY, « The unravelling of the Cold War settlement », *Survival*, vol. LI, n°6, décembre 2009-janvier 2010, pp. 39-62

A la fin de la Guerre froide, Etats-Unis et Russie ont conclu une série d'accords visant à réguler leurs relations et à forger un partenariat stable. Cependant, depuis une décennie, les relations entre les deux pays sont devenues plus acrimonieuses et la confiance mutuelle a disparu. L'administration Obama a fait de l'amélioration des relations avec la Russie une de ses priorités. Cela a suscité les critiques de ceux qui accusent Washington de se détourner ainsi de ses intérêts et de ceux de ses alliés en Europe de l'Est. En réalité, la restauration des équilibres de la fin de la Guerre froide constituerait un retour à une orientation politique qui a été couronnée de succès par le passé.

- P. MÜLLER, « Les Etats-Unis, l'Europe et Annapolis : leçons pour le *peace making* au Moyen-Orient », *Politique étrangère*, 2009/1, pp. 147-160.

Malgré l'insuffisance des résultats du processus d'Annapolis, les Etats-Unis d'Obama et l'Union européenne doivent persévérer et tenter d'améliorer leur rôle dans la gestion du processus de paix, en tirant notamment les conséquences des initiatives précédentes. Sans pour autant garantir la résolution du conflit, puisque tant les Israéliens que les Palestiniens devront faire des compromis, les initiatives internationales qui intégreront une médiation extérieure active et un mécanisme de contrôle gagneront en crédibilité et en efficacité. Parallèlement, les conditions de vie des Palestiniens devront être améliorées et le Hamas devra pouvoir gouverner afin qu'il ne puisse plus s'opposer au processus de paix.

- S. SIMON / J. STEVENSON, « Afghanistan : how much is enough ? », *Survival*, vol. LI, n°5, octobre-novembre 2009, pp. 47-67

La stratégie d'escalade de l'administration Obama en Afghanistan repose sur la volonté de consolider l'Etat afghan en envoyant plus de troupes sur place, tout en conduisant une diplomatie bilatérale plus ferme avec le Pakistan. Cependant, ces politiques

risquent de nourrir le ressentiment à l'égard des Etats-Unis au Pakistan et de s'avérer inefficaces pour lutter contre les opposants au régime afghan. Les auteurs suggèrent de renoncer à contrôler l'Afghanistan et d'y privilégier une politique plus limitée, notamment en poursuivant les assassinats ciblés contre les dirigeants d'Al Qaïda.